

Public Disclosure Authorized

ALGÉRIE



RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE

Accélérer les gains de
productivité pour
une croissance
diversifiée et
résiliente

Printemps
2025



LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
Moyen-Orient et Afrique du Nord

Rapport de suivi de la situation économique en Algérie

Accélérer les gains de productivité pour
une croissance diversifiée et résiliente

Printemps 2025



Région Moyen-Orient et Afrique du Nord

© 2025 Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Internet : www.worldbank.org

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent.

La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

Droits et autorisations

Le contenu du présent rapport fait l'objet de droits d'auteur. La Banque mondiale encourageant la diffusion de ses connaissances, ce rapport peut être reproduit, intégralement ou en partie, à des fins non commerciales, à condition que l'attribution de ce travail à la Banque mondiale soit pleinement respectée.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, s'adresser au Service des publications de la Banque mondiale : World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; courriel : pubrights@worldbank.org.

Photos de couverture utilisées avec la permission de [pixino/Shutterstock.com](https://www.shutterstock.com/user/pixino) (haut), [ambient_pix/Shutterstock.com](https://www.shutterstock.com/user/ambient_pix) (centre gauche), [Lee Yiu Tung/Shutterstock.com](https://www.shutterstock.com/user/lee_yiu_tung) (centre droite), et [Eviart/Shutterstock.com](https://www.shutterstock.com/user/eviar) (bas).

Conception de la mise en page : The Word Express, Inc

TABLE DES MATIÈRES

Liste des acronymes	v
Remerciements.....	vii
Résumé analytique	ix
Executive Summary.....	xi
ملخص تنفيذي	xiii
Chapitre 1 : Développements économiques récents	1
La croissance du PIB hors-hydrocarbures est restée dynamique en 2024	1
La production de pétrole et de gaz s'est contractée en 2024, lestant les exportations d'hydrocarbures..	3
Le compte courant est passé sous l'équilibre en 2024, et les réserves de change ont diminué.....	4
Le déficit budgétaire s'est creusé en 2024, et a été principalement financé par l'épargne pétrolière	5
L'inflation a fortement reculé en 2024, notamment alimentaire	6
Chapitre 2 : Perspectives et risques	9
La croissance du PIB serait portée par la vigueur du secteur hors-hydrocarbures.	9
La pression sur les soldes extérieurs et budgétaires s'accroîtrait, reflétant la tendance baissière des prix des hydrocarbures	10
L'incertitude mondiale pose des risques pour les équilibres macroéconomiques	11
Chapitre 3 : Accélérer les gains de productivité pour diversifier l'économie algérienne	13
La dépense publique, fer de lance de la croissance dans les années 2000, a ralenti durant la dernière décennie.....	13
La productivité a connu des gains différenciés, portés par l'agriculture et la construction.....	14
Le modèle de croissance tirée par la dépense publique a orienté la structure de l'emploi, pesant sur la productivité.....	16
La comparaison à l'international propose des pistes pour l'accélération de la productivité et la diversification de l'économie algérienne.....	17
Annexe 1 : Dernières sections spéciales des notes de suivi de l'économie algérienne	21
Bibliographie.....	25

Liste des figures

Figure 1	Le dynamisme de l'investissement a stimulé les importations...	2
Figure 2	...tandis que la consommation a dynamisé les services commerciaux.....	2
Figure 3	Les données d'éclairage nocturne suggèrent une croissance hétérogène en 2024.....	2
Figure 4	...la région Nord-Centre contribuant le plus à la croissance hors-hydrocarbures.....	2
Figure 5	La production de pétrole brut et de gaz naturel a ralenti en 2024.....	3
Figure 6	...et les prix à l'exportation des hydrocarbures ont diminué	3
Figure 7	Le compte courant a affiché un premier déficit en trois ans.....	4
Figure 8	...bien que les prix à l'importation se soient atténués.....	4
Figure 9	Les volumes d'exportations pétrolières ont baissé en 2024.....	5
Figure 10	...tandis que les volumes d'importations ont augmenté.....	5
Figure 11	La forte augmentation des dépenses et la contraction des recettes ont creusé le déficit budgétaire.....	6
Figure 12	...qui a été financé par l'épuisement de l'épargne pétrolière.....	6
Figure 13	L'inflation a nettement ralenti, emmenée par les prix des produits alimentaires frais.....	7
Figure 14	Le taux de change vis-à-vis du dollar est demeuré stable, mais les taux effectifs se sont appréciés.....	7
Figure 15	...tandis que la croissance du crédit au secteur privé s'est accélérée.....	7
Figure 16	Le développement des cultures demeure modeste, particulièrement dans l'Ouest.....	10
Figure 17	...suivant la baisse tendancielle de la pluviométrie.....	10
Figure 18	Au cours de la dernière décennie, la croissance et la création d'emplois ont ralenti.....	14
Figure 19	...tandis que la contribution de la productivité au PIB potentiel a été limitée	14
Figure 20	La productivité du travail par secteur d'activité est hétérogène.....	15
Figure 21	...et limitée par celle des EPE, notamment manufacturières.....	15
Figure 22	Les gains de productivité ont été plus forts dans l'agriculture et la construction.....	16
Figure 23	...et renforcés par la baisse de l'emploi dans le secteur agricole.....	16
Figure 24	En Algérie, la croissance de l'emploi s'est concentrée dans les services non commerciaux et la construction.....	16
Figure 25	...plus encore que dans les autres pays riches en ressources naturelles.....	16
Figure 26	L'emploi algérien s'est progressivement concentré dans les secteurs à basse VA.....	17
Figure 27	...étant déconnecté des variations en productivité	17
Figure 28	En comparaison internationale, la performance de la productivité est contrastée.....	18
Figure 29	...ce qui explique en partie les écarts relatifs de productivité sectorielle	18
Figure 30	La structure de l'emploi des pays pairs suggère des avenues de transformation structurelle	18

Liste des encadrés

Encadré 1	La loi de finances 2025	11
Encadré 2	La trajectoire de croissance de trois pays performants	19

LISTE DES ACRONYMES

AADL	Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement	M2	Masse monétaire agrégée (billets, dépôts à vue et à terme)
AAPI	Agence algérienne de promotion de l'investissement	Mb/j	Milliers de barils par jour
BdA	Banque d'Algérie	MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
BM	Banque mondiale	MTEP	Million de tonnes équivalent pétrole
DZD	Dinar algérien	NASA	Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace
EPE	Entreprises publiques économiques	OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
EPT	Espaces de programmation territoriale	OIT	Organisation internationale du travail
EUR	Euro	ONS	Office national des statistiques
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
FGAR	Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises	OPEP+	OPEP et pays partenaires non-membres
FMI	Fonds monétaire international	PIB	Produit intérieur brut
FRR	Fonds de régulation des recettes	PLF2025	Projet de loi de finances 2025
GNL	Gaz naturel liquéfié	PNDAR	Programme National de Développement Agricole et Rural
GPL	Gaz de pétrole liquéfié	PRFM	Pays à revenus faibles et moyens
IDE	Investissements directs étrangers	S1	Semestre 1
IP	Importations de produits	S2	Semestre 2
IPC	Indice des prix à la consommation	TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
IPP	Indice des prix à la production	UE	Union européenne
ISMME	Industries sidérurgiques, métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques	USD	Dollar des États-Unis
JODI	Initiative conjointe sur les données des organisations	VA	Valeur ajoutée
LF 2025	Loi de finances pour 2025	ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

REMERCIEMENTS

Ce rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie rend compte des principaux développements et politiques économiques récents. Il les replace dans un contexte global et à plus long terme et évalue les implications de ces évolutions pour les perspectives économiques de l'Algérie. Le rapport s'adresse à un large public, notamment les décideurs politiques, les chefs d'entreprise, les acteurs économiques et la communauté des analystes et des professionnels travaillant en et sur l'Algérie. Le rapport est divisé en trois chapitres. Le chapitre 1 présente les développements macroéconomiques récents de l'Algérie au cours de l'année 2024, le chapitre 2 décrit les perspectives à court et moyen terme de l'économie algérienne, et le chapitre 3 examine les leviers de productivité nécessaires à une diversification durable de l'économie. **La date limite de saisie des données et de finalisation des projections utilisées dans ce rapport est le 29 mai 2025.**

Le rapport de suivi de la situation économique de l'Algérie est un produit de la section Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) du pôle d'expertise global Politique Économique du Groupe de la Banque

mondiale. Il a été préparé par Cyril Desponte, Amel Henider, Daniel Prinz et Sabiha Tiguercha, sous la direction d'Eric Le Borgne et Abdoulaye Sy. L'équipe remercie Ahmadou Moustapha Ndiaye (Directeur pays pour le Maghreb et Malte) et Kamel Braham (Représentant résident pour l'Algérie) pour leurs commentaires précieux lors de l'examen de ce rapport. L'équipe de la Banque mondiale remercie tout particulièrement le ministère des Finances de l'Algérie pour ses observations sur le contenu du rapport avant sa publication.

Les constatations, interprétations et conclusions exprimées dans le présent rapport sont celles du personnel de la Banque mondiale et ne reflètent pas nécessairement les vues du Conseil d'administration de la Banque mondiale ou des pays qu'il représente. Pour plus d'informations sur la Banque mondiale et ses activités en Algérie, y compris des copies électroniques de cette publication, veuillez consulter le site <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria>. Pour toute question ou commentaire sur le contenu de cette publication, veuillez contacter Cyril Desponte (cdesponte@worldbank.org) et Eric Le Borgne (eleborgne@worldbank.org).

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La croissance économique de l'Algérie est demeurée robuste en 2024, mais devrait ralentir modérément en 2025. La forte dynamique de l'investissement et une croissance robuste de la consommation des ménages, toutes deux alimentées par la dépense publique, ont soutenu l'activité manufacturière et des services, tandis que la production agricole s'accélérait. La croissance de la demande intérieure a cependant stimulé les importations qui, combinées à la baisse de la production et des exportations des hydrocarbures, ont lesté la croissance. Somme toute, le PIB hors-hydrocarbures a cru à un rythme de 4,8 %, compensant la contraction de 1,4 % du PIB des hydrocarbures. La croissance du PIB réel est projetée à 3,3 % en 2025, portée par le rebond de la croissance de la production des hydrocarbures (+1,6 %), stimulé par celui des quotas de production de l'OPEP et de la production gazière. La croissance hors-hydrocarbures ralentirait (+3,6 %), du fait de la consolidation attendue des dépenses publiques, plus marquée pour l'investissement. La production agricole demeurerait robuste malgré une pluviométrie limitée, compensant le ralentissement dans l'industrie et les services.

Après deux années d'excédents, la balance du compte courant est redevenue déficitaire en 2024. La contraction des exportations (-10,2 %) s'est combinée à la hausse des importations (+9,7 %), notamment alimentaires, d'équipement et de véhicules, pour générer un déficit du compte courant à hauteur de 1,7 % du PIB. La baisse des prix du pétrole en 2025 entraînerait un creusement de ce déficit

(6,6 % du PIB) et, avec un ralentissement modéré de l'importation, une baisse dans les réserves de change.

Le déficit budgétaire s'est creusé en 2024 et devrait persister en 2025. Le déficit budgétaire s'est creusé, atteignant 13,9 % du PIB en 2024 — soit son niveau le plus élevé depuis 2015 — la hausse continue des dépenses publiques (+9,0 %, après une hausse de 63,3 % entre 2021 et 2023) étant désormais renforcée par la chute des recettes des hydrocarbures (-31,1 %). Le déficit budgétaire atteindrait 14,5 % du PIB en 2025, avant de se résorber, la baisse des recettes d'hydrocarbures étant amortie par la rationalisation des dépenses. La dette publique n'a augmenté que modérément en 2024, atteignant 48,5 % du PIB, l'utilisation du reliquat du Fonds de Régulation des Recettes (FRR), à hauteur de 19,9 milliards USD (soit 7,4 % du PIB) assurant la majorité du financement du déficit. Toutefois, les besoins importants de financement, couplés à l'épuisement du FRR, amèneraient la dette publique à augmenter sensiblement à partir de 2025.

L'inflation a nettement ralenti en 2024. La croissance de l'indice des prix à la consommation a chuté de 9,3 % en 2023 à 4,0 % en 2024, principalement en raison de la désinflation des produits agricoles frais, elle-même soutenue par l'autorisation de l'importation de viande, le dynamisme agricole, la stabilité du taux de change et le ralentissement de la croissance monétaire, malgré une politique monétaire demeurée accommodante et une croissance dynamique du crédit au secteur privé.

Dans une économie mondiale sous pression, il est essentiel d'accélérer l'effort de diversification de l'économie algérienne et de réduction de la dépendance aux exportations d'hydrocarbures. Les incertitudes exceptionnelles associées aux évolutions du commerce et de l'économie mondiale, renforcées par celles géopolitiques, menacent les prix du pétrole et du gaz, qui représenteraient toujours 79 % des recettes d'exportation et 43 % des recettes budgétaires en 2025. Dans ce contexte, la diversification de l'économie notamment à travers l'augmentation de l'investissement privé, national et international, et les gains de productivité est pressante, afin de diversifier les recettes externes et fiscales, et d'engager l'économie algérienne sur une trajectoire de croissance résiliente, moins tributaire de la dépense publique. Compte tenu du poids du financement des déficits budgétaires dans l'épargne nationale, et les risques qu'ils font peser sur la stabilité monétaire, un rééquilibrage des finances publiques soutiendrait la croissance. Au vu du niveau élevé de dépenses dans une perspective internationale, ce rééquilibrage serait notamment tributaire d'une amélioration de la qualité de la dépense, informée par des revues des dépenses et une priorisation accrue des investissements.

L'analyse des tendances de productivité dans les différents secteurs offre des pistes de réflexion pour accélérer la transformation structurelle de l'économie algérienne. Le modèle de croissance tiré par la dépense publique a été le fer de lance d'importantes réalisations économiques et sociales dans les années 2000, avant un ralentissement durant la dernière décennie alors que le rythme de croissance des dépenses devenait insoutenable. Ce faisant, ce modèle de croissance a orienté l'emploi dans des secteurs à faible valeur ajoutée, notamment les services non commerciaux et la construction. Par ailleurs, une analyse comparative de la productivité algérienne suggère une performance hétérogène, la forte dynamique dans le secteur agricole contrastant avec des gains limités dans le secteur manufacturier. Ainsi, l'accélération de la croissance pourrait être réalisée grâce, d'une part, à des gains accrus de productivité dans les secteurs manufacturiers et des services, et, d'autre part, à une réallocation graduelle de l'emploi vers les secteurs à haute valeur ajoutée, qui irait de pair avec un rééquilibrage progressif des dépenses publiques. Une telle transformation de l'économie appelle des politiques transversales et sectorielles ciblées pour soutenir la croissance et l'emploi dans le secteur privé, tout en outillant les travailleurs avec les compétences nécessaires.



EXECUTIVE SUMMARY

Algeria's economic growth remained robust in 2024 but is expected to slow moderately in 2025. Strong investment momentum and robust growth in household consumption, both fueled by government spending, supported manufacturing and services activity, while agricultural production accelerated. However, growth in domestic demand boosted imports, which, combined with lower hydrocarbon production and exports, weighed on growth. Overall, non-hydrocarbon GDP grew at a pace of 4.8 percent, offsetting the 1.4 percent contraction in GDP from hydrocarbons. Real GDP growth is projected at 3.3 percent in 2025, driven by the rebound in growth in the hydrocarbon sectors (+1.6 percent), boosted by the recovery of OPEC production quotas and gas production. Non-hydrocarbon growth is expected to slow (+3.6 percent), driven by the expected consolidation of public spending, which would be more marked for investment. Agricultural production is expected to remain robust despite limited rainfall, offsetting the slowdown in industry and services.

After two years of surpluses, the current account balance returned to deficit in 2024. The contraction in exports (-10.2 percent) combined with the increase in imports (+9.7 percent), particularly food, equipment and vehicles, generated a current account deficit of 1.7 percent of GDP. The fall in oil prices in 2025 would lead to a widening of this deficit (6.6 percent of GDP) and, with a moderate slowdown in imports, a drop in foreign exchange reserves.

The budget deficit widened in 2024 and is expected to persist in 2025. The budget deficit

widened, to 13.9 percent of GDP in 2024—its highest level since 2015—with the continued increase in public spending (+9.0 percent, after a 63.3 percent increase between 2021 and 2023) now reinforced by the fall in hydrocarbon revenues (-31.1 percent). The budget deficit is expected to reach 14.5 percent of GDP in 2025, before decreasing, as the decline in hydrocarbon revenues is cushioned by the rationalization of spending. Public debt increased only moderately in 2024, reaching 48.5 percent of GDP, with the use of the remaining US\$ 19.9 billion (or 7.4 percent of GDP) in the Revenue Regulation Fund (FRR) providing the majority of the financing of the deficit. However, the significant financing needs, coupled with the depletion of the FRR, would lead to a significant increase in public debt from 2025 onwards.

Inflation slowed significantly in 2024. Consumer price index growth fell from 9.3 percent in 2023 to 4.0 percent in 2024, driven by the disinflation of fresh agricultural products, helped by the authorization of meat imports, agricultural dynamism, exchange rate stability, and slowing monetary growth, despite a monetary policy that remained accommodative and dynamic credit growth to the private sector.

In a global economy under pressure, it is essential to accelerate the effort to diversify the Algerian economy and reduce dependence on hydrocarbon exports. The exceptional uncertainty associated with developments in trade and the global economy, reinforced by geopolitical ones, threatens oil and gas prices, which are still expected to account for 79 percent of export earnings and 43 percent of

fiscal revenues in 2025. In this context, the diversification of the economy, in particular through the increase of private investment, national and international, and productivity gains, is urgent, in order to diversify external and tax revenues, and to commit the Algerian economy to a resilient growth trajectory, less dependent on public spending. In light of the weight of the financing of fiscal deficits in national savings, and the risks they pose to monetary stability, a consolidation of public finances would support growth. Given the high level of spending from an international perspective, this rebalancing would depend in particular on an improvement in the quality of spending, informed by spending reviews and increased prioritization of investments.

The analysis of productivity trends in different sectors offers avenues for reflection to accelerate the structural transformation of the Algerian economy. The public-spending-led growth

model resulted in important economic and social achievements in the 2000s, before slowing down in the last decade as the pace of spending growth became unsustainable. In doing so, this growth model has steered employment to low-value-added sectors, including non-commercial services and construction. In addition, a comparative analysis of Algerian productivity suggests a heterogeneous performance, with strong momentum in the agricultural sector contrasting with limited gains in the manufacturing sector. Thus, a growth acceleration could be achieved by increasing productivity gains in the manufacturing and services sectors, on the one hand, and a gradual reallocation of employment to high-value-added sectors on the other, combined with a gradual rebalancing of public spending. Such an economic transformation calls for targeted cross-cutting and sectoral policies to support growth and jobs in the private sector, while equipping workers with the necessary skills.

ملخص تنفيذي

ظل النمو الاقتصادي في الجزائر قوياً في عام 2024، لكنه من المتوقع أن يتباطأ قليلاً في عام 2025. وقد ساهم كل من الاستثمار النشط وزيادة استهلاك الأسر، المدعومين بالإنفاق الحكومي، في تعزيز النشاط في قطاعي الصناعة والخدمات، بينما تسارع نمو الإنتاج الزراعي. ومع ذلك، فإن نمو الطلب المحلي قد حفز الواردات، والتي، إلى جانب انخفاض إنتاج وتصدير المحروقات، قد قيدت وتيرة النمو. إجمالاً، سجل الناتج المحلي الإجمالي خارج المحروقات نمواً بنسبة 4.8٪، مما أسهم في تعويض التقلص المقدّر بـ 1.4٪ في الناتج المحلي الإجمالي للمحروقات. من المتوقع أن يكون نمو الناتج المحلي الإجمالي الحقيقي بنسبة 3.3٪ في عام 2025، مدفوعاً بانتعاش نمو قطاع المحروقات (1.6٪)، محفزاً بزيادة حصص الإنتاج من أوبك وزيادة الإنتاج الغازي. من المتوقع أن تشهد نسبة النمو خارج قطاع المحروقات تباطؤاً لتبلغ 3.6٪، نتيجة لسياسة ضبط النفقات العمومية، لا سيما ما يتعلق منها بنفقات الاستثمار. من المتوقع أن يظل الإنتاج الزراعي قوياً رغم قلة هطول الأمطار، مما يعوّض التباطؤ في قطاعي الصناعة والخدمات.

بعد عامين من تحقيق فوائض في الحساب الجاري، عاد هذا الأخير إلى تسجيل عجز خلال سنة 2024. وقد اقترن تراجع الصادرات بنسبة 10.2٪ بارتفاع الواردات بنسبة 9.7٪، لاسيما من المواد الغذائية، ومعدات التجهيز، والمركبات، مما أدى إلى تسجيل عجز في الحساب الجاري بلغ 1.7٪ من الناتج المحلي الإجمالي. ومن المتوقع أن يؤدي انخفاض أسعار النفط في عام 2025 إلى تفاقم هذا العجز ليبلغ 6.6٪ من الناتج المحلي الإجمالي، كما سيؤدي، إلى جانب تباطؤ نسبي في وتيرة الواردات، إلى تراجع في احتياطات الصرف الاجنبي.

سجل عجز الميزانية تفاقماً في عام 2024، ومن المرتقب أن يستمر خلال سنة 2025. حيث بلغ هذا العجز نسبة 13.9٪ من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2024، وهو أعلى مستوى يُسجل منذ 2015-، نتيجة الزيادة المستمرة في النفقات العمومية (9.0٪)، بعد ارتفاع بـ 63.3٪ ما بين 2021 و2023، والتي تزامنت هذه المرة مع تراجع كبير في إيرادات المحروقات بنسبة 37.5٪. ومن المتوقع أن يصل عجز الميزانية إلى 14.5٪ من الناتج المحلي الإجمالي في عام 2025، قبل أن يبدأ في التراجع، حيث سيتم التخفيف من أثر انخفاض إيرادات المحروقات عبر ترشيد النفقات العمومية.

أما الدين العمومي، فقد شهد ارتفاعاً طفيفاً خلال عام 2024 ليبليغ 48.5٪ من الناتج المحلي الإجمالي، بفضل اللجوء إلى استعمال ما تبقى من موارد صندوق ضبط الإيرادات، الذي ساهم بما يعادل 19.9 مليار دولار أمريكي (أي ما يقارب 7.4٪ من الناتج المحلي الإجمالي) في تمويل الجزء الأكبر من العجز. غير أن احتياجات التمويل المرتفعة، مقرونة بنفاذ موارد صندوق ضبط الإيرادات، من شأنها أن تؤدي إلى زيادة محسوسة في مستوى الدين العمومي ابتداء من سنة 2025.

عرفت معدلات التضخم تباطؤاً واضحاً خلال عام 2024. فقد تراجعت وتيرة نمو مؤشر أسعار المستهلك من 9.3٪ في عام 2023 إلى 4.0٪ في عام 2024، مدفوعاً بانخفاض التضخم على المنتجات الزراعية الطازجة، وذلك بفضل السماح باستيراد اللحوم، والنشاط القوي للقطاع الزراعي، استقرار سعر الصرف، إضافة إلى تباطؤ وتيرة نمو عرض النقد، رغم استمرار سياسة نقدية متساهلة ونمو قوي في الائتمان للقطاع الخاص.

في ظل الضغوطات التي يتعرض لها الاقتصاد العالمي، أصبح من الضروري تسريع وتيرة تنويع الاقتصاد الجزائري وتقليل الاعتماد على صادرات المحروقات. إذ تشكل حالة عدم اليقين الغير المسبوقه المحيطة بتطورات التجارة والاقتصاد العالمي، والتي زادت التوترات الجيوسياسية تعقيداً، خطراً على أسعار النفط والغاز التي لا تزال تمثل حوالي 79٪ من عائدات التصدير و43٪ من إيرادات الميزانية في عام 2025. في هذا السياق، فإن تنويع الاقتصادي يعتبر امراً عاجلاً، لا سيما من خلال تعزيز الاستثمارات الخاصة، المحلية والأجنبية، وتحقيق مكاسب في الإنتاجية، بهدف تنويع مصادر الإيرادات الخارجية والمحلية، ووضع الاقتصاد الوطني على مسار نمو مستدام أقل اعتماداً على الإنفاق العمومي. وبالنظر إلى الاثر الناجم عن تمويل العجزات المالية على الادخارات الوطنية، والمخاطر التي تتبعها على الاستقرار النقدي، فإن ترشيد الانفاق العام سيدعم النمو. نظراً لارتفاع مستوى الإنفاق من منظور دولي، فإن إعادة التوازن هذه سوف تعتمد بشكل خاص على تحسين جودة الإنفاق، استناداً إلى مراجعات الإنفاق وزيادة تحديد أولويات الاستثمارات.

إن تحليل مسارات الإنتاجية في مختلف القطاعات يُتيح سبلاً للتفكير في كيفية تسريع وتيرة التحول الهيكلي للاقتصاد الجزائري. فقد شكّل نموذج النمو القائم على الإنفاق العمومي أداة لتحقيق

وبذلك، يمكن تحقيق تسارع في النمو الاقتصادي من خلال تحسين مستويات الإنتاجية في قطاعي الصناعة والخدمات، إلى جانب إعادة توزيع تدريجية للعمال نحو القطاعات ذات القيمة المضافة العالية، في تزامن مع إعادة توازن تدريجية للإنفاق العمومي. ويتطلب هذا التحول الهيكلي للاقتصاد تبني سياسات شاملة وقطاعية دقيقة، تهدف إلى دعم النمو وفرص العمل في القطاع الخاص، مع تمكين اليد العاملة من المهارات اللازمة لذلك.

منجزات اقتصادية واجتماعية كبرى منذ بداية هذا القرن، قبل أن يشهد تباطؤاً خلال العقد الماضي، مع بلوغ وتيرة نمو الإنفاق مستويات غير مستدامة. وقد أدى هذا النموذج إلى توجيه سوق العمل نحو قطاعات منخفضة القيمة المضافة، لاسيما في الخدمات الغير التجارية وقطاع البناء. من جهة أخرى، تشير المقارنة بين مستويات الإنتاجية في الجزائر إلى أداء متباين، حيث تُظهر الديناميكية القوية في القطاع الزراعي تبايناً مع المكاسب المحدودة في القطاع الصناعي التحويلي.

DÉVELOPPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

La croissance du PIB hors-hydrocarbures est restée dynamique en 2024

La croissance du PIB hors-hydrocarbures est restée robuste en 2024, soutenue par le dynamisme de l'investissement. La croissance du PIB hors-hydrocarbures a atteint 4,8 % en 2024, tirée par une solide croissance des investissements (9,5 % en 2024, contre 9,9 % en 2023), malgré un ralentissement au deuxième semestre. La consommation privée est restée dynamique (+4,0 %), soutenue par une hausse continue des dépenses publiques courantes, en particulier celle de la masse salariale. Les exportations nettes ont contribué négativement à la croissance, le dynamisme de l'investissement stimulant la croissance en volume des importations (+12,0 %), notamment celles de biens d'équipement, tandis que les exportations ont diminué (-2,9 %). Les données satellitaires d'éclairage nocturne suggèrent une croissance plus marquée dans certaines régions du Centre et du Sud en 2024, ainsi qu'un dynamisme continu au T1-2025.

La hausse de la demande intérieure a dynamisé l'industrie manufacturière et les ser-

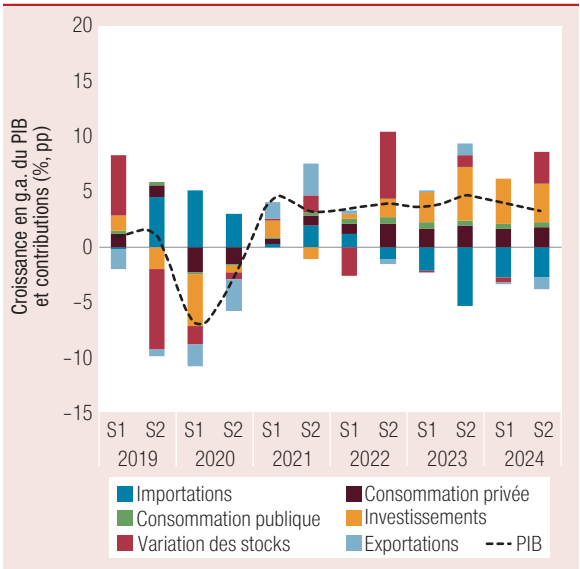
vices de commerce, hôtellerie et restauration, tandis que la production agricole s'est accélérée. L'augmentation des investissements s'est traduite par une reprise différenciée de l'activité manufacturière (+4,8 % en g.a.), incluant une croissance dynamique dans les secteurs miniers et des matériaux de construction (notamment le ciment et la brique), tandis que les segments orientés à l'export (notamment les industries chimiques et la métallurgie) et la fabrication de machines et d'équipements ont ralenti. Le dynamisme de la consommation a davantage soutenu les services à basse valeur ajoutée (commerce, hôtellerie et restauration), réactifs à la consommation des ménages, que les services à haute valeur ajoutée (transport et communications, services aux entreprises, immobilier et finance).¹ La production agricole a connu une accélération en 2024 (+5,1 %), notamment grâce à une campagne céréalière meilleure qu'attendu, contribuant à l'approvisionnement du marché intérieur et à l'atténuation des pressions inflationnistes. Le taux de

¹ Voir le chapitre 3 pour les estimations de la productivité par secteur.

chômage a atteint 9,7 % à la fin 2024, contre 11,4 % en 2019, principalement du fait des recrutements importants dans le secteur public.²

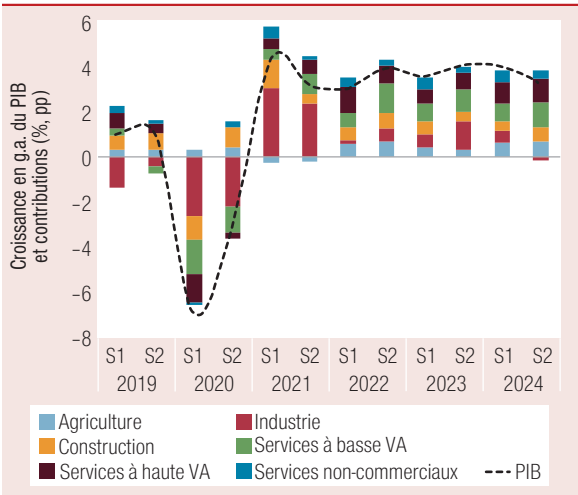
² Communiqué de l'ONS (février 2025). Il est à noter qu'aucune enquête sur l'emploi et le chômage n'a été publiée depuis 2019.

FIGURE 1 • Le dynamisme de l'investissement a stimulé les importations...



Source : Office National des Statistiques (ONS).

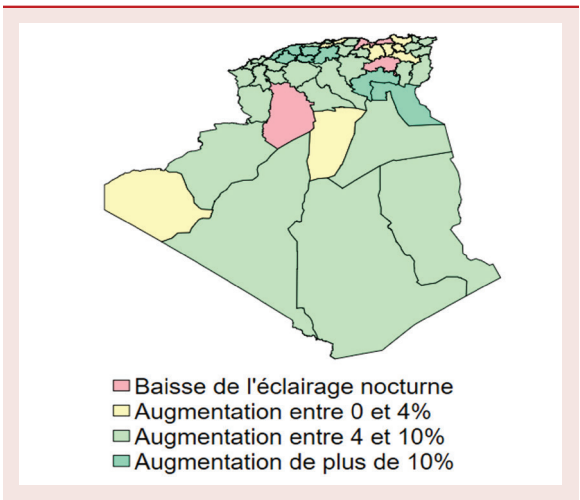
FIGURE 2 • ...tandis que la consommation a dynamisé les services commerciaux



Source : ONS.

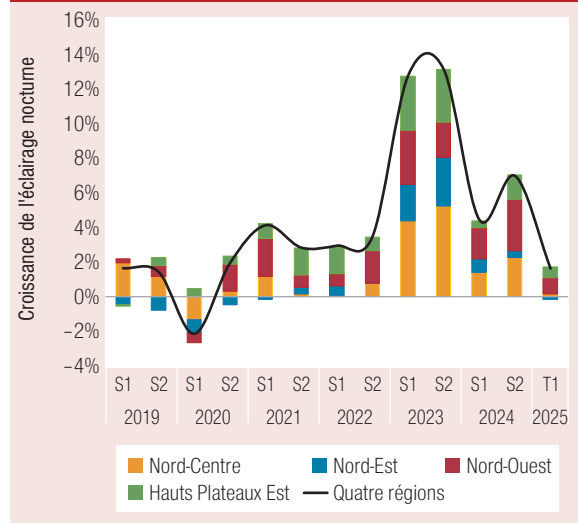
Note : Les services à basse valeur ajoutée (VA) incluent le commerce, l'hôtellerie et la restauration. Les services à haute VA incluent les transports et communications, la finance, l'immobilier, et les services aux entreprises. (Voir chapitre 3).

FIGURE 3 • Les données d'éclairage nocturne suggèrent une croissance hétérogène en 2024...



Source : Estimations des services de la Banque mondiale basées sur les données de l'Administration nationale de l'aéronautique et de l'espace (NASA).
Note : La carte utilise l'ancien découpage administrative en 48 wilayas.

FIGURE 4 • ...la région Nord-Centre contribuant le plus à la croissance hors-hydrocarbures



Source : Estimations des services de la Banque mondiale basées sur les données de la NASA.

La production de pétrole et de gaz s'est contractée en 2024, lestant les exportations d'hydrocarbures

La réduction volontaire des quotas en janvier 2024 dans le cadre des accords OPEP+ a entraîné une contraction de la production et des exportations d'hydrocarbures. Après être passés de 1055 kb/j à 1007 kb/j en novembre 2022, les quotas ont été ramenés à 977 kb/j en 2023 et à 907 kb/j en 2024. La production de pétrole brut a ainsi reculé de 6,9 % en 2024 par rapport à 2023, et de 10,5 % par rapport au pic de 2022. La pression de la demande locale, tant en brut qu'en produits raffinés, a limité les volumes disponibles à l'exportation, ce que confirment les données de suivi des bateaux citernes au départ d'Algérie.³ Du côté du gaz naturel, la production a amorcé un repli de 6,2 % en 2024, après une croissance marquée en 2023. Les exportations par gazoduc ont légèrement reculé, ce retournement s'expliquant en partie par la baisse de la demande de partenaires européens importants, comme la France et l'Espagne,⁴ et les exportations de GNL ont plus fortement chuté (-14,3 %). Le PIB du secteur des hydrocarbures s'est ainsi contracté de 1,4 % en 2024 et les volumes d'exportation

des hydrocarbures ont connu une baisse de 3 % en 2024,⁵ lestant la croissance globale.

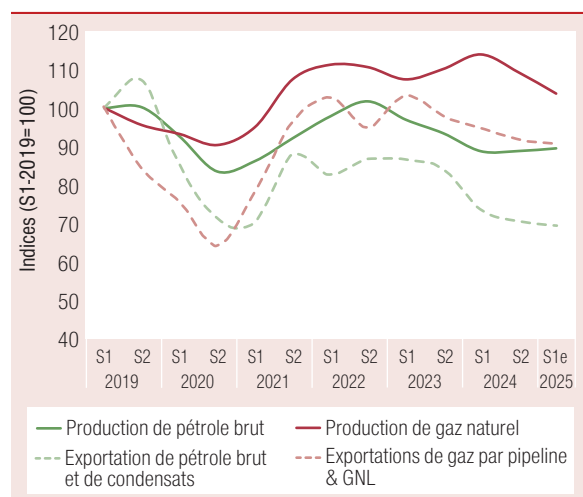
Les recettes d'exportation d'hydrocarbures ont nettement reculé en 2024, sous l'effet conjugué de la baisse des volumes exportés et de celle des prix à l'export. Le prix de référence pour le pétrole algérien est passé de 103,8 USD/baril en 2022 à 83,6 USD en 2023, et s'est maintenu à 81,7 USD/baril en 2024. La part du gaz naturel liquéfié, valorisé à un niveau supérieur sur les marchés internationaux, s'étant réduite dans les exportations gazières de l'Algérie, les prix moyens à l'exportation du gaz ont tout de même baissé, malgré la tendance également haussière des prix mondiaux du gaz entre 2023 et 2024. Ces dynamiques ont eu pour résultat une diminution

³ Fonds Monétaire International (FMI), données PortWatch. Ces données suggèrent également une baisse continue de l'exportation au T1-2025.

⁴ Commission européenne, 2025.

⁵ La baisse modérée des exportations d'hydrocarbures contraste avec la baisse plus marquée des exportations de pétrole, de gaz naturel et de GNL, suggérant que cette dernière a été en partie compensée par l'exportation d'autres types d'hydrocarbures (ex : condensats, gaz de pétrole liquéfié).

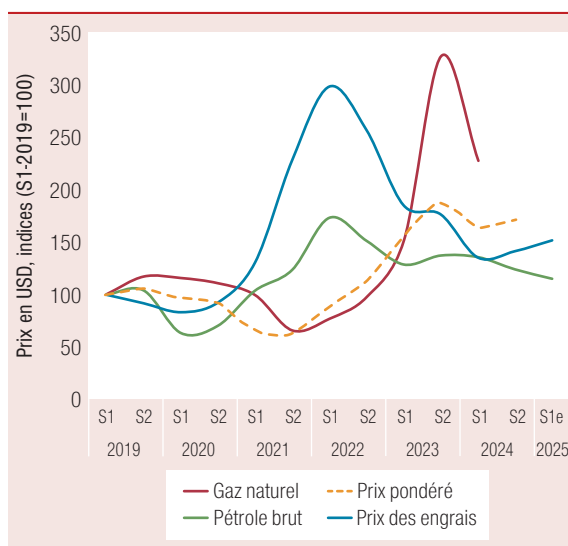
FIGURE 5 • La production de pétrole brut et de gaz naturel a ralenti en 2024...



Source : Joint Organizations Data Initiative (JODI) pour le gaz, Banque d'Algérie (BoA) pour les exportations jusqu'au T1-2024, OPEP pour la production de pétrole brut, et estimations de la BM.

Note : Les données gazières sont présentées sous forme de moyenne mobile sur quatre trimestres. Les estimations d'exportations de pétrole brut et de condensats se font à partir des données de suivi des bateaux pétroliers PortWatch du FMI.

FIGURE 6 • ... et les prix à l'exportation des hydrocarbures ont diminué



Source : BdA, oilprice.com et BM pour le prix des engrais.

Note : L'indice pondéré des prix des hydrocarbures utilise les valeurs des exportations en dollars de la BdA pour pondérer chaque type d'hydrocarbure et les estimations pour 2024 utilisent les données d'indices des valeurs unitaires de l'ONS.

de 7,4 % des prix à l'exportation des hydrocarbures en 2024, et une nette érosion des recettes de l'exportation des hydrocarbures (-10,4 %).

Le compte courant est passé sous l'équilibre en 2024, et les réserves de change ont diminué

La balance courante est passée sous l'équilibre après deux années d'excédent, sous l'effet conjugué d'un affaiblissement des exportations et d'une reprise soutenue des importations. Après un excédent record en 2022 (8,6 % du PIB) porté par la hausse des prix des hydrocarbures, la balance courante s'est repliée en 2023 (2,6 %) sous l'effet combiné de la baisse des exportations de biens et services et de la hausse des volumes d'importation. En 2024, la poursuite de la contraction de la valeur des exportations de biens et services (-10,2 %), combinée à la hausse de la valeur des importations (9,7 %), a entraîné un renversement de la balance courante, devenue déficitaire à hauteur de 1,7 %. Le recul des exportations des hydrocarbures a été accentué par la nette baisse des exportations hors-hydrocarbures (-24,2 %), pénalisées à la fois par la chute

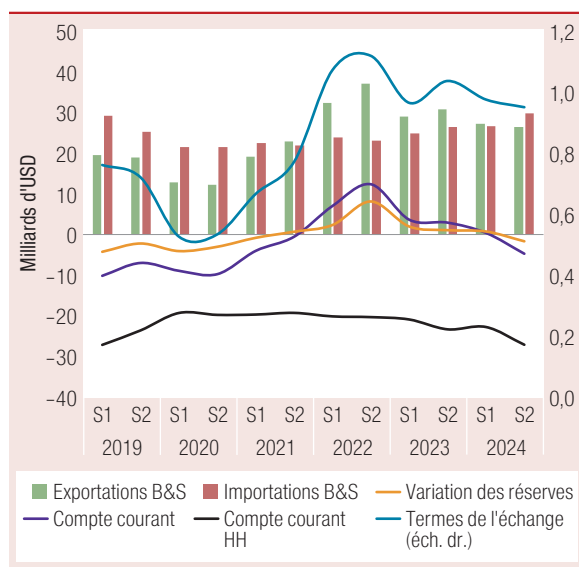
transversale des prix (-6,7 %) sur fond de faiblesse des cours mondiaux des engrais, des métaux et des produits manufacturés, et par une contraction marquée des volumes exportés (-21,3 %).⁶ Les réserves de change ont diminué de 1,6 mois d'importations en 2024, atteignant USD 63,6 milliards à la fin-2024, estimé à 13,6 mois d'importations.

Les importations de biens et services ont augmenté de 9,7 % en 2024, sous l'effet d'une forte hausse des volumes d'importations.

La hausse des volumes de biens importés a atteint 13,1 % en 2024, qui a contrebalancé la baisse modérée des prix à l'importation (-3,1 %). La valeur annuelle des importations a augmenté le plus fortement pour les machines et matériels de transport (+22,7 %), suivi par celle des produits alimentaires (+8,8 %) et celle des articles manufacturés (+6,2 %), dans un contexte de forte hausse des volumes importés, atteignant respectivement +19,1 %, +16,7 % et +14,0 % dans ces trois catégories en 2024. Cette augmentation a notamment été amortie par la baisse des prix des produits alimentaires et celle des produits manufacturés.

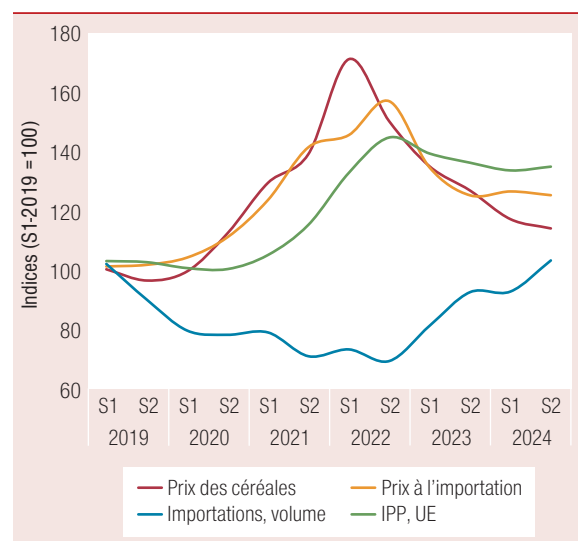
⁶ La contraction de DA 173 milliards a été tirée par celle des exportations de produits manufacturés (-106,6 milliards DA) et des produits chimiques (-51,1 milliards DA).

FIGURE 7 • Le compte courant a affiché un premier déficit en trois ans...



Source : BdA, Fonds monétaire international (FMI), ONS et estimations de la BM. Les estimations pour le S2 2024 seront mises à jour avant la publication.

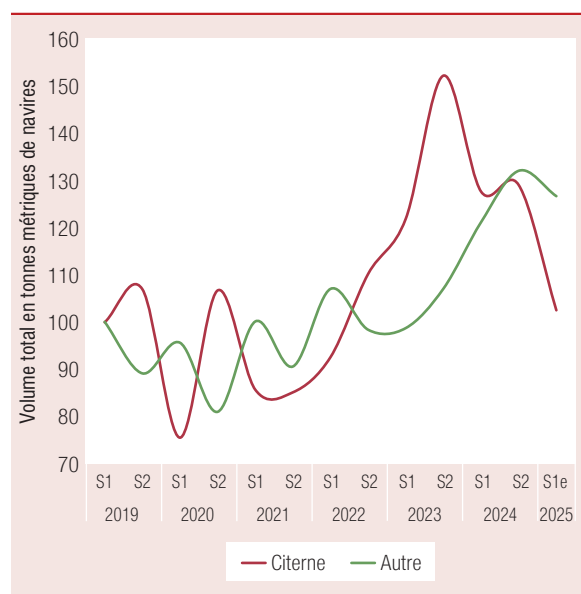
FIGURE 8 • ...bien que les prix à l'importation se soient atténués



Source : ONS, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Eurostat et estimations de la BM.

Note : IPP, UE = Indice des prix à la production de l'Union Européenne.

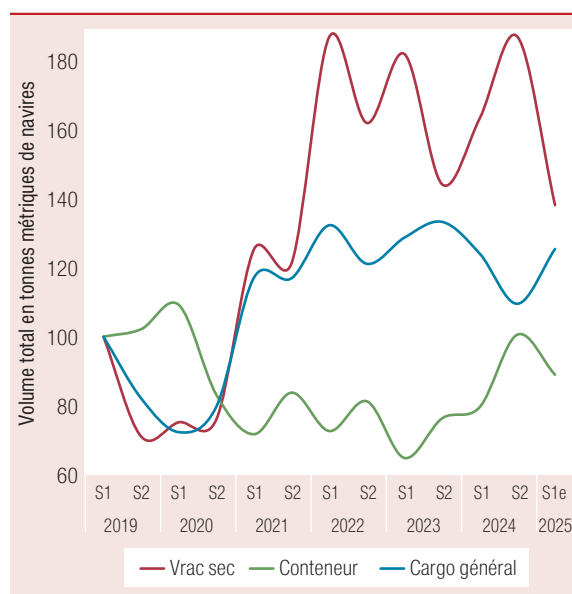
FIGURE 9 • Les volumes d'exportations pétrolières ont baissé en 2024...



Source : FMI.

Note : Le T2-2025 est estimé en utilisant la variation en g.a du T1-2025.

FIGURE 10 • ...tandis que les volumes d'importations ont augmenté



Source : FMI.

Note : Le T2-2025 est estimé en utilisant la variation en g.a du T1-2025.

Le déficit budgétaire s'est creusé en 2024, et a été principalement financé par l'épargne pétrolière

Le déficit budgétaire s'est fortement creusé en 2024, sous l'effet combiné de l'augmentation marquée des dépenses et de la baisse des recettes des hydrocarbures. En 2022 et 2023, la forte hausse des dépenses publiques (63,3 % entre 2021 et 2023) avait été financée par celle des recettes des hydrocarbures, et le déficit budgétaire s'était réduit à 3,0 % et 5,5 % du PIB. En 2024, les dépenses budgétaires ont continué de croître à un rythme soutenu (+9,0 %), notamment de personnel et d'investissement. D'une part, les dépenses de personnel ont augmenté de 9,4 %, du fait notamment de la mise en œuvre de la dernière tranche du programme triennal d'augmentation des salaires dans la fonction publique. D'autre part, la hausse marquée de l'investissement a été liée à la poursuite des projets en cours de réalisation, et le démarrage de nouveaux projets, notamment dans le secteur de l'habitat.⁷ La hausse des dépenses étant combinée à un fort recul des recettes d'hydrocarbures (-31,1 %), et à une reprise modérée des recettes fiscales, le déficit budgétaire

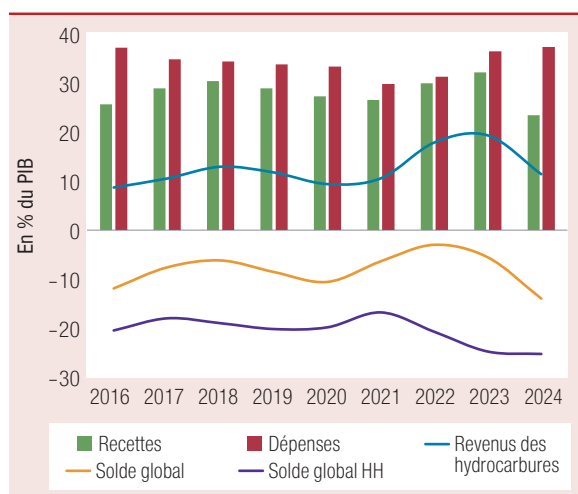
global s'est fortement creusé, pour atteindre 13,9 % du PIB en 2024, contre 5,5 % en 2023.

La dette publique n'a progressé que modérément malgré l'ampleur du déficit budgétaire, l'utilisation de l'épargne pétrolière limitant le recours à l'endettement. Le ratio de dette publique a légèrement progressé pour atteindre 48,5 % du PIB à la fin-2024, contre 47,7 % à fin 2023, les excédents antérieurs issus de la fiscalité pétrolière contenus dans les Fonds de Régulation des Recettes (FRR) étant mobilisés pour couvrir la majorité des besoins de financement, pour un montant total de 26,6 mille milliards de dinars (USD 19,9 milliards) ou 7,4 % du PIB pour 2024. La dette publique demeure presque exclusivement domestique, et servie dans des conditions financières favorables. En effet, en 2024, le taux effectif sur la dette publique s'établissait à 2,5 %, soit un taux effectif réel négatif⁸ du fait notamment de la part importante assurée par la Banque d'Algérie à des taux très faibles dans

⁷ L'autorisation d'engagement consacrée au programme neuf en 2024 (hors « divers ») est imputable pour moitié à l'habitat (51,1 %), ainsi qu'aux travaux publics (12,4 %), à l'hydraulique (7,8 %), et à l'éducation (7,5 %).

⁸ Dans les dix dernières années, le déflateur du PIB était de 4,7 % en moyenne.

FIGURE 11 • La forte augmentation des dépenses et la contraction des recettes ont creusé le déficit budgétaire...



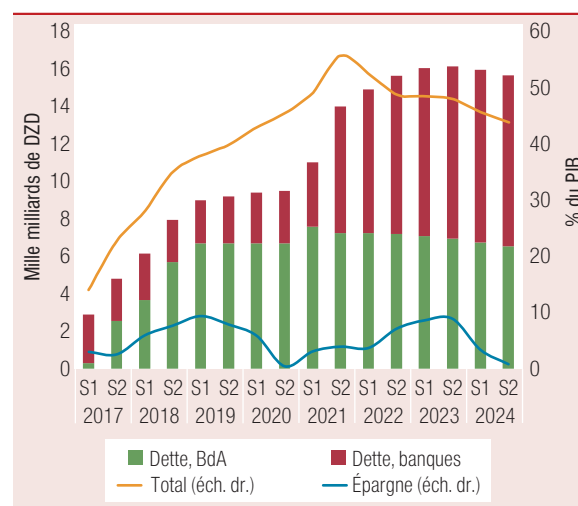
Source : Ministère des Finances, ONS et estimations BM.

le cadre du programme de financement monétaire de 2017-2019 et du programme spécial de refinancement de 2021-2022.

L'inflation a fortement reculé en 2024, notamment alimentaire

L'inflation a nettement ralenti en 2024, du fait d'une combinaison de facteurs d'offre et de demande. Après une inflation annuelle élevée en 2023 (9,3 %), l'économie algérienne a connu une forte désinflation en 2024 (4,0 %),⁹ porté par le ralentissement des prix alimentaires (3,3 %). Cette dynamique s'est étendue à l'ensemble du panier de consommation, traduisant un apaisement global des tensions inflationnistes. Le ralentissement de l'inflation des prix des fruits, légumes et viandes, a notamment été permis par la bonne performance du secteur agricole en 2024, et par la réouverture des importations de viande fin 2023. La relative stabilité du taux de change a également pu contribuer à la stabilité des prix importés, tandis que le ralentissement de la croissance monétaire a pu modérer l'effet de l'augmentation des dépenses publiques sur l'inflation par la demande.

FIGURE 12 • ...qui a été financé par l'épuisement de l'épargne pétrolière



Source : FMI et BM.

Note : Sur l'axe de droite, la dette publique est rapportée au PIB sur deux semestres glissants.

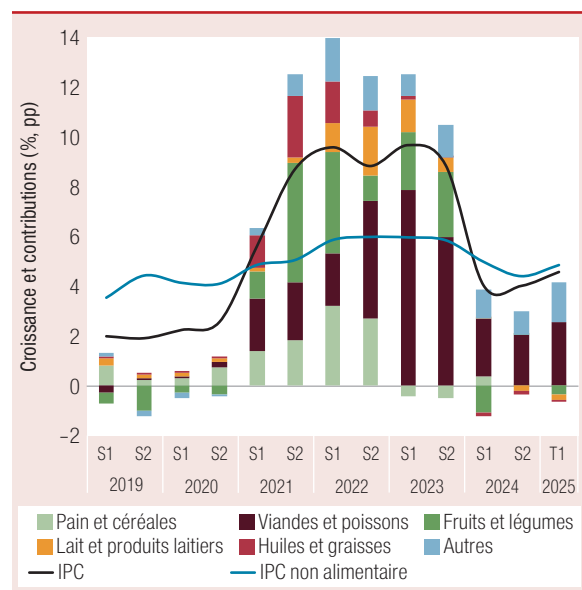
Le ralentissement de l'inflation, notamment alimentaire, couplé à l'augmentation des dépenses publiques de transfert et à la croissance hors-hydrocarbures dynamique, a pu agir favorablement sur le pouvoir d'achat des ménages, notamment les plus vulnérables.

La politique monétaire est demeurée accommodante en 2024, tandis que la croissance du crédit au secteur privé s'est accélérée.

Le taux directeur a été maintenu à 3 % depuis avril 2020, tandis que le taux de réserve obligatoire est resté fixé à 3 % depuis sa réduction en avril 2023. Cette orientation a maintenu des taux d'intérêt réels négatifs, compte tenu d'une inflation de 4,0 % sur l'année. La croissance de la masse monétaire a décéléré en 2024, avec une progression de M2 limitée à 7,4 % en g.a. au premier semestre et 9,2 % en g.a. au deuxième. Cette évolution peut s'expliquer en partie par la baisse des recettes issues des exportations d'hydrocarbures. Parallèlement, le crédit au secteur privé a continué de croître à un rythme soutenu, à 9,2 % en g.a. au S1 et 8,4 % en g.a. au S2-2024, prolongeant la dynamique observée au S2-2023.

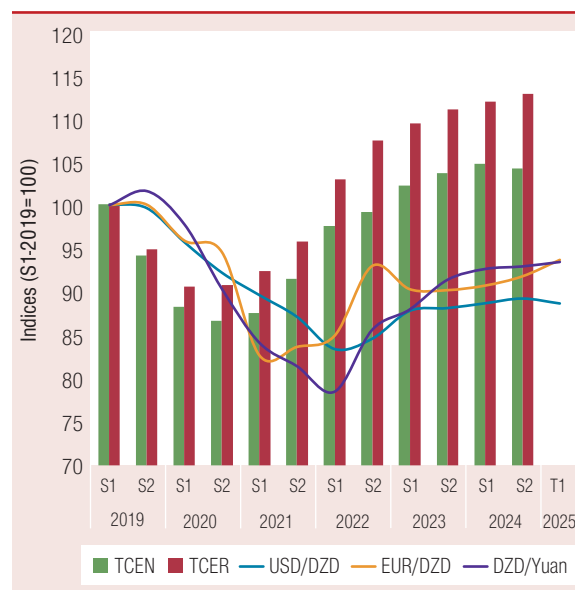
⁹ Inflation pour la ville d'Alger.

FIGURE 13 • L'inflation a nettement ralenti, emmenée par les prix des produits alimentaires frais



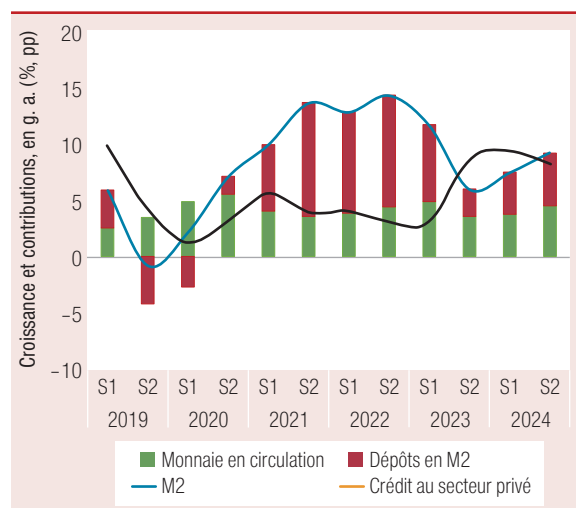
Source : ONS et estimations de la BM. L'histogramme correspond à la croissance de l'IPC alimentaire, éclaté par groupe de produits.

FIGURE 14 • Le taux de change vis-à-vis du dollar est demeuré stable, mais les taux effectifs se sont appréciés...



Source : ONS, FMI et estimations de la BM.

FIGURE 15 • ...tandis que la croissance du crédit au secteur privé s'est accélérée



Source : ONS et estimations de la BM.

PERSPECTIVES ET RISQUES

La croissance du PIB serait portée par la vigueur du secteur hors-hydrocarbures

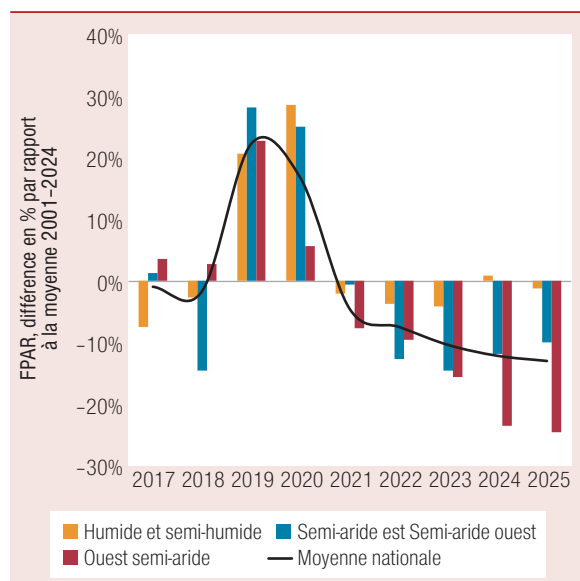
La croissance ralentirait modérément en 2025, la consolidation attendue des dépenses publiques étant partiellement compensée par un rebond des exportations d'hydrocarbures.

Dans le scénario de référence, la croissance du PIB réel est projetée à 3,3 % en 2025, portée par le ralentissement de la croissance hors hydrocarbures (+3,6 %) et le rebond du secteur des hydrocarbures (+1,6 %). La production et les exportations d'hydrocarbures reprendraient, notamment grâce au rehaussement des quotas de production décidé en avril 2025. Le ralentissement anticipé du rythme de croissance des dépenses courantes serait accompagné d'une contraction de l'investissement public, dans un contexte de repli des cours pétroliers au premier semestre 2025, le prix du Sahara Blend ayant enregistré une baisse moyenne de 13,8 % en glissement annuel sur les quatre premiers mois de l'année. Cette consolidation s'accompagnerait d'un ralentissement modeste de la croissance de

la consommation privée, mais plus marqué pour l'investissement, malgré la bonne tenue de l'investissement privé. Cela se traduirait par une baisse du rythme de croissance des importations, ce qui — combiné au redressement des exportations — permettrait aux exportations nettes de contribuer positivement à la croissance. La production agricole demeurerait dynamique et compenserait le ralentissement de la production industrielle et des services, malgré l'absence de redressement de la pluviométrie¹⁰ et un développement des cultures qui demeurerait en-deçà des tendances historiques pour une cinquième année de suite, particulièrement dans l'Ouest du pays. La croissance demeurerait modérée à l'horizon 2026–2027, du fait de la prolongation de la tendance au ralentissement de la demande intérieure, en partie compensée par le ralentissement des importations, et par le rebond de la production et des exportations des hydrocarbures.

¹⁰ Selon les données satellitaires, celle-ci s'est améliorée en 2024–2025 dans les zones côtières humides et semi-humides, s'est stabilisée dans l'est semi-aride, et s'est détériorée dans l'ouest semi-aride.

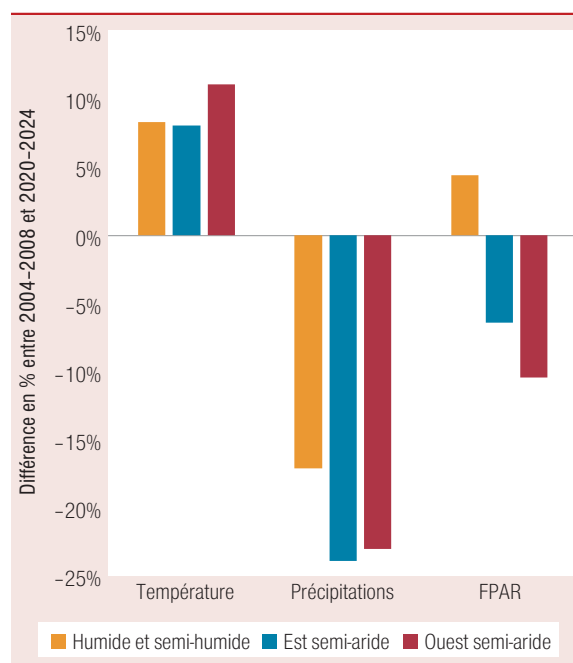
FIGURE 16 • Le développement des cultures demeure modeste, particulièrement dans l'Ouest...



Source : ONS, OIT et estimations de la BM.

Note : Le FPAR est un indicateur composite de données satellitaires sur le développement des cultures.

FIGURE 17 • ...suivant la baisse tendancielle de la pluviométrie.



Source : ONS, OIT et estimations de la BM.

La pression sur les soldes extérieurs et budgétaires s'accroîtrait, reflétant la tendance baissière des prix des hydrocarbures

Le déficit du compte courant devrait se creuser en 2025 et les réserves de change continueraient à baisser. Dans le scénario de référence, les prix des hydrocarbures baissent sensiblement en 2025, avant de reprendre une tendance légèrement haussière, lestés par les incertitudes liées au commerce et à la croissance mondiale en plus de celles géopolitiques. En 2025, cela ne serait que partiellement compensé par une reprise des volumes d'exportation d'hydrocarbures, alors que les quotas de production de l'OPEP seraient progressivement rehaussés, et par la croissance à un rythme ralenti des importations. Dans ce contexte, le compte courant continuerait à se dégrader en 2025, accentuant la pression sur les réserves de change, avant une légère amélioration en 2026 et 2027. Ainsi, en l'absence d'un ralentissement plus marqué des importations ou d'entrée de capitaux étrangers, les réserves de change poursuivraient leur tendance baissière.

Le déficit budgétaire devrait se creuser en 2025, générant des besoins de financement importants. Le déficit budgétaire se creuserait pour atteindre 14,5 % en 2025, en dépit de la consolidation prévue des dépenses courantes dans le cadre du plan budgétaire à moyen terme, et de l'hypothèse d'une contraction des dépenses d'investissement pour absorber la baisse récente des prix du pétrole. Avec l'épuisement de l'épargne accumulée dans le FRR, le montant du déficit génèrera des enjeux importants de financement, l'écart de financement étant sensiblement plus élevé que les montants habituels d'émissions obligataires du Trésor, exception faite des programmes de financement monétaires de 2017-2019 et du programme spécial de refinancement de 2021-2022. Le financement du déficit devrait se traduire par une augmentation marquée de la dette publique. Bien que la dette soit presque entièrement détenue sur le marché intérieur, libellée en monnaie nationale, à long terme, et assortie de taux d'intérêt réels négatifs, son augmentation implique un transfert important de ressources vers l'État et limite la disponibilité du crédit pour le secteur privé. À la fin-2024, les crédits nets au Trésor représentaient ainsi 37 % du crédit bancaire.

ENCADRÉ 1 : LA LOI DE FINANCES 2025

La loi de finances pour 2025 (LF 2025) révisé à la hausse le déficit budgétaire par rapport à la loi de finances pour 2024, principalement en raison d'une augmentation des dépenses. En effet, la LF 2025 prévoit une augmentation de 9,9 % des dépenses par rapport à la LF 2024, tandis que les recettes budgétaires devraient baisser de 6,4 % sur la même période. Cette dynamique conduit à un accroissement du déficit budgétaire jusqu'en 2026, avant une atténuation prévue en 2027. Le cadre économique retenu repose sur des hypothèses d'une croissance du PIB de 4,5 % en 2025 et 2026 puis 3,7 % en 2027, avec une progression plus marquée du PIB non extractif, de 5,1 % en moyenne. Le prix de référence du pétrole est maintenu à 60 \$ par baril pour la période 2025–2027.

La LF 2025 intègre plusieurs mesures destinées à soutenir l'activité économique et l'investissement. Elle prévoit notamment l'émission de sukuk souverains, exonérés d'impôt sur le revenu, des avantages fiscaux spécifiques aux régions du Sud et aux dépenses en recherche et innovation. Les start-ups et incubateurs bénéficient d'exonérations de droits d'enregistrement, tandis que les terminaux de paiement électronique sont exemptés de TVA et de droits de douane. Le capital du Fonds national d'investissement est renforcé, et la garantie du Fonds de garantie des crédits aux petites et moyennes entreprises (FGAR) élargie à l'ensemble des crédits. La loi finance également les intérêts des prêts pour les logements en location-vente, propose des abattements pour les bénéficiaires du programme Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL 3) et facilite l'accès aux crédits à la consommation. Elle prolonge enfin certaines exonérations fiscales pour les importations alimentaires et applique un taux douanier réduit pour le cheptel et les viandes fraîches. Elle laisse entrevoir une réforme progressive du système des subventions afin de le rendre plus ciblé.

L'incertitude mondiale pose des risques pour les équilibres macroéconomiques

Les prix des hydrocarbures restent le principal risque pesant sur les équilibres budgétaires et extérieurs, soulignant l'importance d'un rééquilibrage budgétaire progressif. Les déficits hors hydrocarbures de l'Algérie — 18,6 % du PIB pour le compte courant, 25,1 % du PIB pour le solde global du Trésor en 2024¹¹ — traduisent la vulnérabilité des déficits jumeaux aux fluctuations des prix du pétrole. Ceux-ci seront soumis à des incertitudes importantes dans un contexte de tensions commerciales avec des effets sur la demande mondiale, notamment chinoise, pesant sur les cours du pétrole. À cela s'ajoutent les incertitudes géopolitiques, notamment relatives à la situation au Moyen-Orient. Ce contexte appelle à une stratégie budgétaire prudente, articulée autour d'un rééquilibrage progressif et d'une réduction de la dépendance aux recettes issues des hydrocarbures.

L'accélération des investissements du secteur privé et des gains de productivité dans les secteurs hors-hydrocarbures demeurent des priorités. Les risques associés aux prix mondiaux des hydrocarbures renforcent l'importance d'accélérer la diversification en encourageant les investissements du secteur privé, national et international. Favoriser les gains de productivité dans l'économie permettrait également d'embarquer sur une trajectoire de croissance

et de création d'emploi dynamique et moins tributaire de la dépense publique, cette dernière encourageant l'emploi dans les secteurs moins productifs, tels que la construction ou l'administration publique. Ces gains de productivité seraient particulièrement importants dans les secteurs manufacturiers et des services domestiques, qui ont enregistré des gains de productivité moindres que la moyenne internationale (voir chapitre 3). Des réformes-clés, telles que celles des entreprises publiques — moins productives que le secteur privé — l'amélioration de l'environnement des affaires, ou encore l'ouverture à l'investissement international pour bénéficier de « l'infusion » productive des entreprises étrangères,¹² contribueraient à ces objectifs.

La poursuite et l'approfondissement des efforts de réforme en cours devra soutenir la transition économique. Les réformes législatives récentes — la loi sur l'investissement de 2022, les lois monétaire et bancaire et sur le foncier économique de 2023, l'adhésion formelle à la ZLECAf, ou encore les mesures de facilitation de l'investissement de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) comme la mise en place d'un guichet unique pour les investisseurs et la recherche en ligne

¹¹ Ces ratios sont obtenus en retranchant les recettes liées aux hydrocarbures des totaux respectifs (recettes d'exportation dans le cas du compte courant, et recettes budgétaires dans le cas du solde du Trésor).

¹² Voir Rapport Mondial sur le Développement, 2024.

du foncier économique — s'inscrivent dans cette dynamique de transformation. Le renforcement de ces efforts est clé, notamment en veillant à ce que ces dispositifs se traduisent par une amélioration effective

de l'environnement des affaires. L'amélioration de la qualité des données économiques sera également un levier important pour appuyer les réformes, tout en réduisant l'incertitude.

ACCÉLÉRER LES GAINS DE PRODUCTIVITÉ POUR DIVERSIFIER L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

La dépense publique, fer de lance de la croissance dans les années 2000, a ralenti durant la dernière décennie

Le modèle algérien de développement dirigé par l'État a été le fer de lance d'importantes réalisations économiques et sociales au cours des années 2000. Le secteur public algérien comprend l'administration publique, un réseau d'entreprises d'État qui représentent près de 40 % de l'activité, un secteur bancaire public qui représente 85 % du crédit à l'économie et un important secteur de la protection sociale. Les dépenses publiques ont maintenu notamment des niveaux élevés d'emploi et d'investissement public, rendus possibles par des recettes d'exportation d'hydrocarbures représentant près de 60 % des recettes budgétaires entre 2000 et 2023. Ces dépenses ont stimulé la croissance dans les années 2000, et l'Algérie a réalisé des avancées sociales importantes et réussi à maintenir un faible niveau d'inégalités.

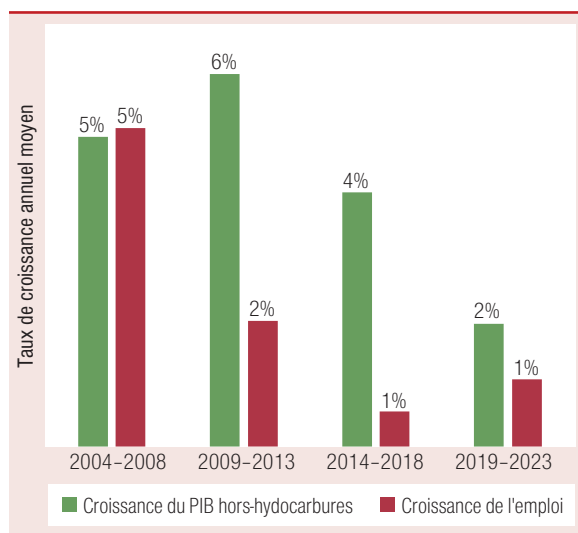
La baisse des recettes après 2014 a contraint la dépense publique, contribuant au ralentissement de la croissance et de la création d'emplois. La croissance du PIB hors-hydrocarbures était demeurée supérieure à 6 % par année

entre 2000 et 2014, avant de diminuer de moitié entre 2015 et 2019, lestée par un important effort d'assainissement budgétaire qui a suivi la chute des prix mondiaux des hydrocarbures en 2014–2015. La création d'emplois qui a atteint 3,2 millions d'emplois en 2004–2013, est tombée à moins de 1 million d'emplois en 2014–2023.¹³

Durant les deux dernières décennies, la croissance économique a été soutenue par l'accumulation de capital et l'entrée de nouveaux arrivants sur le marché du travail, avec une contribution moindre de l'amélioration de la productivité. Dans les années 2000, l'investissement public a été le moteur de la croissance et la contribution de l'accumulation du capital à la croissance a ainsi été significative, avant de ralentir après 2008. De manière similaire, la participation au marché du travail s'est accrue et le chômage a baissé dans les années 2000, générant une forte contribution de la main-d'œuvre à la croissance, avant un ralentissement sous fonds de modération de la participation

¹³ L'analyse utilise les données de l'OIT, basées sur celles de l'ONS, en l'absence de séries publiées par l'ONS au-delà de 2019.

FIGURE 18 • Au cours de la dernière décennie, la croissance et la création d'emplois ont ralenti...



Source : ONS, OIT, estimations de la BM.

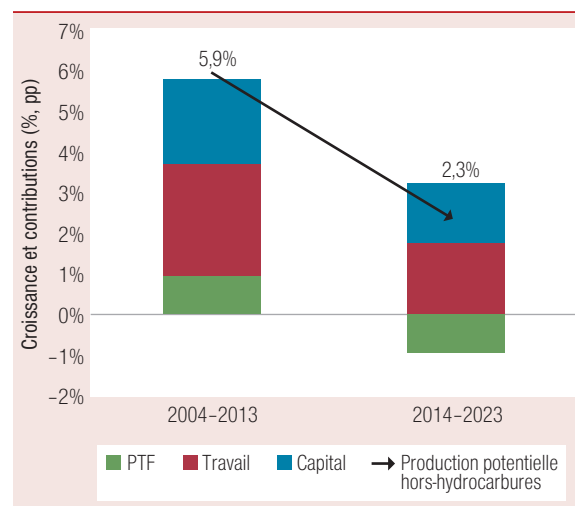
Note : L'analyse utilise les données de l'OIT, basées sur celles de l'ONS, en l'absence de séries publiées par l'ONS au-delà de 2019.

au marché du travail et de légère hausse du chômage, accompagnant le ralentissement de la création d'emplois. En parallèle, la productivité totale des facteurs a eu une contribution limitée en 2004-2013, puis négative durant la décennie 2014-2023.

La productivité a connu des gains différenciés, portés par l'agriculture et la construction

La productivité du travail varie sensiblement par secteur d'activité mais reste plus faible pour le secteur public. Des mesures de la productivité du travail par secteur peuvent désormais être estimées pour l'Algérie, soit la valeur ajoutée (VA) par travailleur, dans chaque secteur.¹⁴ La productivité des services à haute VA des transports et communications, finance et assurance, immobilier et services aux entreprises est deux à trois fois plus élevée que dans le reste des secteurs et notamment les services du commerce, de l'hôtellerie et de la restauration,¹⁵ comme c'est également le cas à l'international. Cependant, la productivité agricole est supérieure à celle du secteur de la construction, elle-même supérieure à celle du secteur manufacturier, ce qui

FIGURE 19 • ...tandis que la contribution de la productivité au PIB potentiel a été limitée



Source : ONS, OIT, estimations de la BM.

Note : PTF = productivité totale des facteurs.

contraste avec les tendances internationales (voir plus bas). Les données de l'ONS indiquent que la productivité algérienne serait notamment lestée par celle des entreprises publiques économiques (EPE), principalement dans le secteur manufacturier, où les EPE représentent 34 % de la production, contre 18 % dans les services à haute VA, 16 % dans le secteur de la construction, et 7 % dans les services à basse VA.

L'analyse de l'évolution de la productivité montre des gains de productivité hétérogènes durant les vingt dernières années. Depuis deux décennies, l'Algérie a connu une croissance très forte de sa productivité agricole, particulièrement marquée entre 2008 et 2018, ce qui correspond aux années de mise en œuvre du Programme National de Développement Agricole et Rural (PNDAR), après 2009.¹⁶ De la même

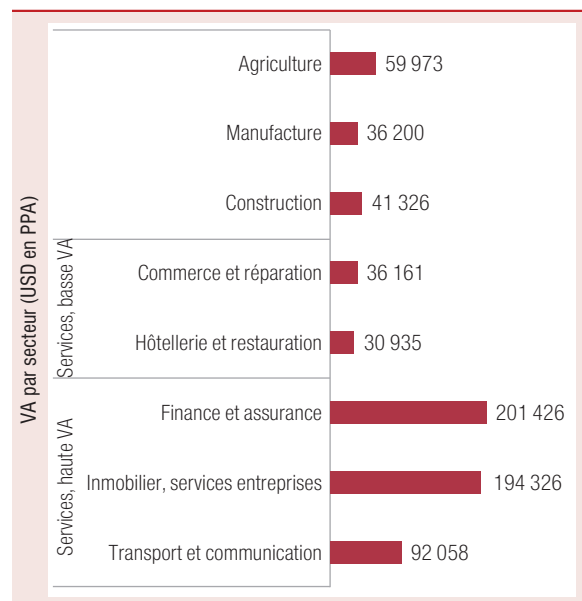
¹⁴ La Classification Internationale Type par Industrie, ou CITI, a été adoptée par l'Office National des Statistiques (ONS). Cela permet d'adosser les données de valeur ajoutée (VA) aux données d'emploi par secteur, que l'Organisation Internationale du Travail (OIT) estime sur la base des données publiées par l'ONS. Ces indicateurs sont désormais directement comparables à l'international.

¹⁵ Les services non commerciaux (l'administration publique, l'éducation, la santé, et les autres services collectifs et domestiques) ne sont pas inclus ici.

¹⁶ Le PNDAR est une initiative stratégique du gouvernement visant à revitaliser la production agricole (FAO,

manière, les gains de productivité du secteur de la construction ont été élevés, tandis que ceux dans les secteurs manufacturiers et des services ont été plus limités, dans les services à haute VA. En outre, la productivité globale a été lestée par celle du secteur des

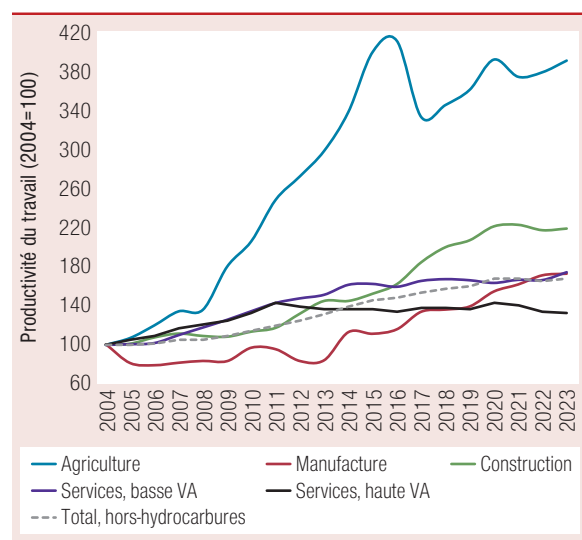
FIGURE 20 • La productivité du travail par secteur d'activité est hétérogène...



Source : ONS, OIT, estimations de la BM.

Note : Ici, la productivité du travail est mesurée comme la VA par travailleur, en dollars constants et en parité de pouvoir d'achat (PPA).

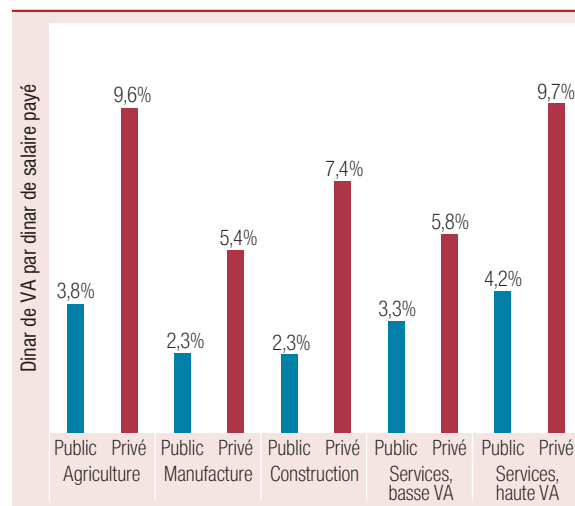
FIGURE 22 • Les gains de productivité ont été plus forts dans l'agriculture et la construction...



Source : ONS, OIT et estimations de la BM.

2013). Cette politique impliquait des investissements publics substantiels — environ 200 à 300 milliards de DZD par an — pour soutenir la mécanisation, l'irrigation et le développement des infrastructures rurales.

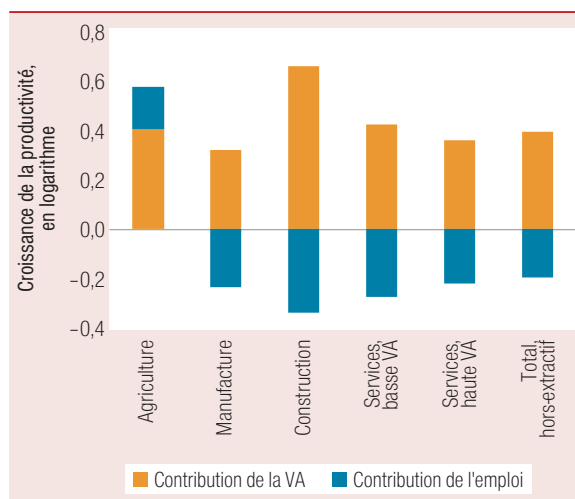
FIGURE 21 • ...et limitée par celle des EPE, notamment manufacturières



Source : ONS, estimations de la BM.

Note : Les services à haute VA excluent le secteur financier, pour lequel la distinction public/privé n'existe pas dans les comptes nationaux. Les données pour le secteur manufacturier sont basées sur l'ancienne nomenclature, afin d'exclure la transformation d'hydrocarbures. La productivité est mesurée par dinar de salaire versé, et non par travailleur comme la figure 20, en l'absence de données d'emploi ventilées entre secteurs public et privé. Ainsi, cette mesure reflète le différentiel de valeur ajoutée, mais également de salaires, entre secteurs.

FIGURE 23 • ...et renforcés par la baisse de l'emploi dans le secteur agricole



Source : ONS, OIT et estimations de la BM.

Note : Contributions relatives de la VA et de l'emploi à la croissance de la productivité entre 2004 et 2023, en utilisant une décomposition logarithmique. La croissance de l'emploi contribue négativement à la croissance de la productivité.

hydrocarbures, sous l'effet combiné de la part croissante de la production consommée domestiquement et à des prix subventionnés, et de la baisse des prix sur les marchés internationaux. Dans l'ensemble, les gains de productivité ont été soutenus par des hausses de VA plus rapides que celles de l'emploi dans la plupart des secteurs, notamment la construction et les services, tandis que dans le secteur agricole, la progression a également été accompagnée par une contraction marquée de l'emploi.

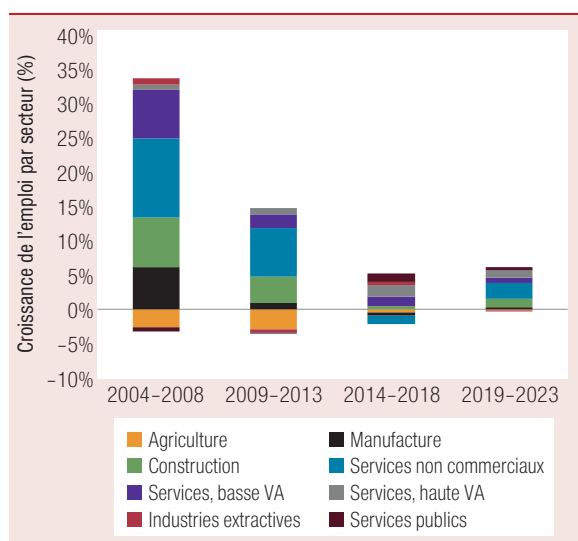
Le modèle de croissance tirée par la dépense publique a orienté la structure de l'emploi, pesant sur la productivité

La croissance tirée par la dépense publique s'est accompagnée d'une croissance de l'emploi concentrée dans les services non-commerciaux et la construction. Entre 2004 et 2013, sur les 3,7 millions d'emplois créés hors du secteur agricole, ceux dans les secteurs des services non-commerciaux et de la construction représentent près des deux tiers du total, soit 1,6 million et 1,1 million,

respectivement.¹⁷ Les autres l'ont été dans les services à basse VA (19 %) et le secteur manufacturier (14 %), contre 4 % pour les services à haute VA. Lors de la décennie suivante, durant l'effort de consolidation budgétaire, la croissance de l'emploi a baissé à 0,9 millions mais, fait notoire, le secteur ayant le plus contribué à la croissance de l'emploi est celui des services à haute VA (30 %), dont la création d'emploi a presque doublé, passant de 134 000 en 2004–2013 à 255 000 en 2014–2023. Parmi les pays riches en ressources dont la taille de l'économie et le niveau de développement sont comparables à ceux de l'Algérie, la concentration de la création d'emploi dans les services domestiques (combinant les services non commerciaux et à basse VA) et la construction est également visible. Cependant, ceux-ci présentent une croissance plus marquée de l'emploi dans les services à haute VA et, contrairement à l'Algérie depuis 2010, ont connu une croissance de l'emploi agricole et manufacturier.

¹⁷ Le premier réagit directement aux embauches dans le secteur public, tandis que le second est tiré par le budget public d'équipement.

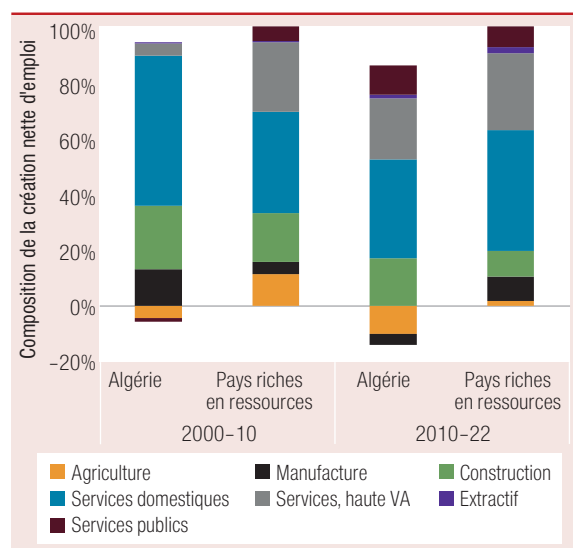
FIGURE 24 • En Algérie, la croissance de l'emploi s'est concentrée dans les services non commerciaux et la construction...



Source : OIT, ONS et estimations de la BM.

Note : L'analyse utilise les données de l'OIT, basées sur celles de l'ONS, en l'absence de séries publiées par l'ONS au-delà de 2019.

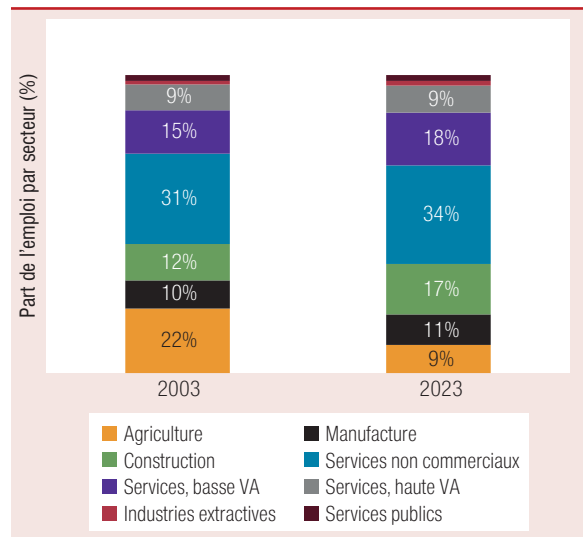
FIGURE 25 • ...plus encore que dans les autres pays riches en ressources naturelles



Source : OIT et estimations de la BM.

Note : Les pays riches en ressources utilisés sont l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Équateur, l'Iran, l'Iraq, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. Les services domestiques incluent les services non commerciaux et les services à basse VA.

FIGURE 26 • L'emploi algérien s'est progressivement concentré dans les secteurs à basse VA...



Source : OIT.

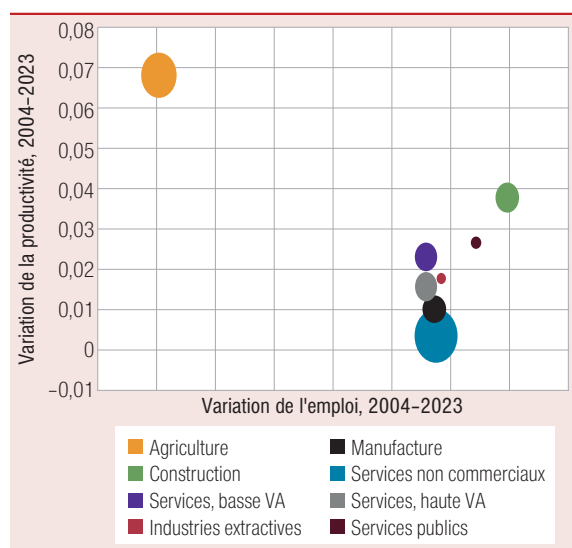
Ce faisant, l'emploi a été orienté vers les secteurs à faible productivité, affectant la productivité globale. Les secteurs des services non-commerciaux, des services à basse VA et de la construction ayant une productivité du travail moindre que celle du secteur agricole ou que les services à haute VA, la réorientation de l'emploi vers ces secteurs a contraint la croissance de la productivité algérienne. Entre 2003 et 2023, la part de ces trois secteurs dans l'emploi est passée de 58 à 69 %, tandis que celle de l'emploi agricole diminuait de plus de moitié, et que la part de l'emploi manufacturier et dans les services à haute VA stagnait.

La comparaison à l'international propose des pistes pour l'accélération de la productivité et la diversification de l'économie algérienne

Dans une perspective internationale, le potentiel de croissance de la productivité est le plus élevé dans le secteur manufacturier et les services.

Dans le secteur agricole, la croissance de la productivité a été plus de deux fois plus rapide en Algérie que dans les pays à revenus faibles et moyens (PRFM)

FIGURE 27 • ...étant déconnecté des variations en productivité



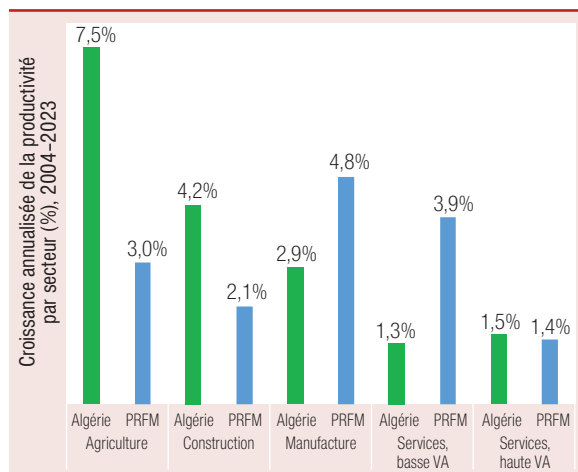
Source : ONS, OIT, et estimations de la BM.

Note : La taille des bulles correspond au nombre d'emplois dans le secteur.

entre 2003 et 2023, ce qui explique que la productivité du secteur soit comparativement plus élevée que dans ces pays. Cela est aussi valable pour la productivité du secteur de la construction, également deux fois plus rapide que dans les PRFM. À l'inverse, la croissance de la productivité dans les secteurs manufacturier et des services à basse VA a été sensiblement plus limitée que dans les PRFM, ce qui explique que ces secteurs soient comparativement moins productifs — ils présentent donc un potentiel de rattrapage et de croissance plus important.

Enfin, la réallocation de l'emploi vers les secteurs à haute VA permettrait des gains de productivité et une trajectoire de croissance plus soutenable. En comparaison aux pays similaires, mais avec un PIB par habitant plus élevé, l'emploi algérien est concentré dans les secteurs à faible productivité, avec notamment le double de la part de l'emploi dans le secteur de la construction, et près 7 points de pourcentage (pp) de plus dans les services domestiques. Dans un contexte où la croissance des dépenses publiques de masse salariale et d'investissement ne peut plus être le moteur de la croissance, cette spécialisation est amenée à évoluer. À l'inverse, l'Algérie a moitié moins d'emplois dans les services à haute VA, un tiers de moins dans le secteur manufacturier, et 2 pp de moins dans le secteur

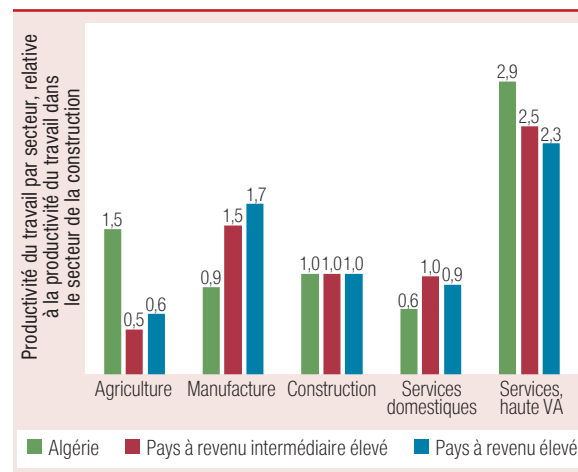
FIGURE 28 • En comparaison internationale, la performance de la productivité est contrastée...



Source : ONS, OIT, et estimations de la BM.

Note : Les services domestiques incluent ici les services à basse VA et les services non commerciaux, suivant la disponibilité des données.

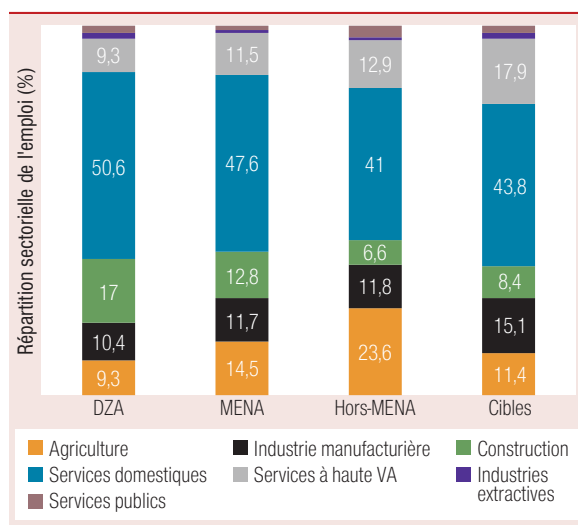
FIGURE 29 • ...ce qui explique en partie les écarts relatifs de productivité sectorielle



Source : ONS, OIT, et estimations de la BM.

Note : Les services domestiques incluent ici les services à base VA et les services non commerciaux, suivant la disponibilité des données.

FIGURE 30 • La structure de l'emploi des pays pairs suggère des avenues de transformation structurelle



Source : OIT et estimations de la BM.

Note : Les services à basse VA incluent ici les services non commerciaux. Les pays comparateurs de la région MENA utilisés sont l'Égypte, l'Irak, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie. Les pays comparateurs hors-MENA incluent l'Ouzbékistan, l'Équateur, le Pérou, le Ghana, le Vietnam et la Colombie. Les pays cibles sélectionnés sont le Chili, le Kazakhstan, la Malaisie, la Pologne, la Roumanie et la Turquie.

agricole, alors même que ce dernier est comparativement plus productif en Algérie. Une réallocation progressive de l'emploi vers ces secteurs appuierait une trajectoire de croissance moins tributaire de la dépense publique et donc plus soutenable.

Somme toute, l'analyse comparative offre des pistes de réflexion pour accélérer la croissance et la diversification de l'économie algérienne. Dans le secteur agricole, l'élargissement de la production permettrait de tirer profit d'une productivité comparativement élevée, tout en renforçant la sécurité alimentaire. Dans le secteur manufacturier, une augmentation de la production devrait aller de pair avec une accélération marquée de la productivité, notamment dans les entreprises publiques. Le secteur de la construction et celui des services non-commerciaux, peu productifs, sont appelés à représenter une part moins importante de l'emploi, en cohérence avec les efforts de consolidation budgétaire annoncés. La croissance de la productivité dans les services à basse VA semble aussi prioritaire, tandis que l'expansion du secteur des services à haute VA permettrait des gains majeurs de productivité, et s'accompagnerait de la création d'emplois qualifiés et bien rémunérés. Une telle transformation structurelle de l'économie appellerait des politiques transversales et sectorielles ciblées pour soutenir la croissance et la création d'emplois dans le secteur privé, tout en outillant les travailleurs algériens avec les compétences nécessaires. L'expérience de pays ayant connu une dynamique de croissance et une transformation structurelle soutenue pourrait informer les efforts de l'Algérie.

ENCADRÉ 2 : LA TRAJECTOIRE DE CROISSANCE DE TROIS PAYS PERFORMANTS

L'expérience de pays ayant connu une dynamique de croissance et une transformation structurelle soutenue peut orienter les efforts de l'Algérie. La Turquie, la Roumanie et le Kazakhstan sont les trois seuls pays de plus de 10 millions d'habitants qui 1/ avaient il y a vingt ans un PIB par habitant similaire à celui de l'Algérie aujourd'hui, et 2/ ont connu une croissance annuelle moyenne de plus de 3 % du PIB durant les vingt dernières années. De plus, ils ont en commun avec l'Algérie certaines caractéristiques économiques structurelles : la proximité au marché européen (Turquie, Roumanie), un héritage socialiste dirigiste (Roumanie, Kazakhstan), et un modèle de croissance tirée par les hydrocarbures et les ressources minières (Kazakhstan).

La forte dynamique de croissance de ces trois pays a été portée par une accélération de la productivité et l'investissement privé, domestique et étranger. La croissance de leur productivité totale des facteurs a été très rapide, soit entre 2 et 4 % par année. Elle s'est appuyée sur une accélération de l'investissement, tirée par l'investissement privé et en particulier étranger, favorisant l'« infusion » productive — l'apport des technologies de l'étranger et leur diffusion au niveau national aux gains de productivité — centrale à l'émergence des pays à revenus intermédiaires (Rapport sur le développement mondial, 2024). En effet, si ces pays ont un ratio d'investissement sur le PIB de loin inférieur à celui de l'Algérie sur la dernière décennie (24 % du PIB, contre 38 %), avec notamment un ratio d'investissement public sur le PIB deux à trois fois plus bas, ils ont un ratio d'IDE sur PIB plus de cinq fois plus élevé (2,6 %, contre 0,5 %).

L'accélération de la croissance s'est accompagnée d'une hausse marquée de l'emploi dans les secteurs à forte valeur ajoutée, et de la participation des femmes au marché du travail. Dans ces trois pays, la baisse de 20pp de la part de l'emploi agricole dans l'emploi total s'est en premier lieu accompagnée d'un quasi doublement de la part de l'emploi dans les services à haute valeur ajoutée (de 8,9 % à 16,3 % de l'emploi), principalement dans les services aux entreprises (+4pp), et dans les transports et la communication (+3pp). La participation au marché du travail a progressé, celle des femmes (+9.9pp) plus rapidement que celle des hommes (+5,4pp). En Turquie, la participation des femmes au marché du travail est notamment passée de 24,9 % en 2004, à 40,7 % en 2023.

Ces pays ont en commun la mise en œuvre d'un ensemble de politiques cohérentes pour soutenir l'investissement, les gains de productivité et la croissance. Ils ont renforcé leur cadre macroéconomique, notamment fiscal et monétaire, ont favorisé l'entrée des IDE et leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales, contribuant aux gains de productivité, ont investi dans le capital humain afin d'accompagner la montée en gamme de l'économie. Ils ont également mis en œuvre des politiques sectorielles ciblées visant le renforcement de la gouvernance, une plus grande concurrence, la création d'entreprises et l'amélioration de la productivité. Au Kazakhstan, la croissance de la productivité a par exemple été tirée par celle du secteur minier, soutenue par l'entrée massive d'IDE, avec des effets d'entraînements sur le transport, le stockage, et le secteur manufacturier.

TABLEAU DES INDICATEURS

	2021	2022	2023	2024e	2025f	2026f	2027f
Production et prix (En pourcentage, sauf indication contraire)							
PIB réel	3,8	3,6	4,1	3,6	3,3	3,2	2,9
Hors hydrocarbures	2,5	4,4	4,2	4,8	3,6	3,3	3,1
Hydrocarbures	17,1	-0,2	3,6	-1,4	1,6	2,4	1,4
PIB réel par habitant	2,1	2,0	2,6	2,2	2,0	1,9	1,7
Indice des prix à la consommation (moyenne de la période)	7,2	9,3	9,3	4,0	4,2	4,1	4,1
PIB (en milliards de dollars)	186,2	225,6	247,6	267,0	269,9	283,8	298,6
PIB par habitant (USD)	4456,7	4544,5	4660,4	4761,1	4854,8	4948,7	5030,9
Production de pétrole brut (en milliers de barils par jour)	908,4	1016,2	977,1	909,8	929,0	982,9	1007,0
Production de gaz naturel (milliards de m ³)	102,8	99,2	104,9	98,4	99,1	99,3	99,5
Secteur extérieur (En pourcentage de PIB. sauf indication contraire)							
Compte courant	-2,4	8,6	2,6	-1,7	-6,6	-5,2	-5,0
Balance commerciale	-1,3	10,0	3,4	-1,0	-5,9	-4,5	-4,4
Exportations de biens et de services	22,5	30,7	24,0	20,0	15,8	16,6	16,5
Exportations d'hydrocarbures	18,3	26,5	20,4	16,9	12,4	13,2	13,1
Exportations hors hydrocarbures	4,2	4,2	3,6	3,0	3,4	3,4	3,4
Importations de biens et de services	23,8	20,7	20,6	21,0	21,7	21,1	20,8
Réserves officielles brutes (mois d'importations)	11,2	14,6	15,2	13,6			
Taux de change (dinar algérien pour USD ; moyenne de la période)	135,1	142,0	135,8	134,1	133,9	137,7	139,5
Prix à l'exportation du mélange Sahara (USD/baril)	72,3	103,8	83,5	81,7			
Finances de l'administration centrale (En pourcentage de PIB. sauf indication contraire)							
Recettes et subventions gouvernementales	26,2	29,7	31,9	23,2	22,9	23,4	23,3
Revenus des hydrocarbures ^a	10,4	17,7	19,1	11,2	9,9	10,5	10,5
Revenus hors hydrocarbures	15,9	12,1	12,8	12,0	13,0	12,9	12,8
Dépenses	32,5	32,7	37,4	37,1	37,4	36,3	35,1
Dépenses courantes	21,9	24,9	27,5	27,7	28,9	28,2	27,2
Dépenses de capital	7,7	6,1	8,6	9,3	8,0	7,4	7,0
Solde des comptes spéciaux et interventions	3,0	1,7	1,3	0,1	0,5	0,8	1,0
Solde budgétaire global ^b	-6,3	-3,0	-5,5	-13,9	-14,5	-12,9	-11,8
Solde budgétaire global primaire	-5,7	-1,8	-4,3	-12,8	-13,3	-11,5	-10,2
Solde budgétaire global hors hydrocarbures	-16,7	-20,7	-24,6	-25,1	-24,4	-23,4	-22,3
Dette totale de l'administration centrale	55,2	48,1	47,7	48,5	59,8	65,7	71,0
Dette intérieure	54,6	47,6	47,3	48,2	59,5	65,5	70,9
Dette extérieure	0,6	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,1

^a Comprend les dividendes de Sonatrach et les revenus des hydrocarbures reversés au fonds d'épargne pétrolière.

^b Comprend le solde du compte spécial et les interventions de trésorerie.

Note : Prévision en date du 10 avril 2025.

ANNEXE 1 : DERNIÈRES SECTIONS SPÉCIALES DES NOTES DE SUIVI DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE

Automne 2024 : « Dynamique des exportations hors hydrocarbures en Algérie »

Les exportations de biens hors hydrocarbures représentent 2 % du PIB en 2023, après avoir triplé depuis 2017. Ces exportations sont concentrées sur un nombre restreint de produits, tels que les engrais, les produits sidérurgiques et le ciment, ainsi que sur quelques marchés partenaires. Une part importante de ces exportations repose sur des intrants subventionnés. La proximité géographique de l'Algérie avec l'Union européenne constitue un avantage logistique pour le développement de nouveaux débouchés. La productivité des entreprises publiques et privées, les politiques commerciales, le climat des affaires et le taux de change influencent les performances à l'export. L'accès aux marchés internationaux est également lié à l'évolution des standards environnementaux, notamment le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) mis en place par l'Union européenne. Ces facteurs permettent d'identifier les marges d'action pour accompagner la progression des exportations hors-hydrocarbures.

Printemps 2024 : « Suivi en temps réel de l'évolution économique en Algérie à l'aide de sources de données alternatives »

Les nouveaux développements de la recherche sur les mégadonnées permettent de suivre immédiatement les tendances économiques à des niveaux géographiques désagrégés. Les données satellitaires sont disponibles avec un court décalage et sont très désagrégées dans le temps et dans l'espace. En estimant la relation entre ces données alternatives et les comptes nationaux au cours des dernières années, ils peuvent aider à produire en temps opportun des estimations de production géographiquement désagrégées. Les données sur l'éclairage nocturne permettent d'estimer de manière fiable le PIB lié aux hydrocarbures et aux non-hydrocarbures. Les données satellitaires sur la météo et la végétation peuvent être utilisées pour estimer la production agricole. Les données sur les navires et leurs marchandises à l'arrivée et au départ des ports saisissent les importations et les exportations en temps voulu.

Automne 2023 : « Analyses des finances publiques de l'Algérie »

Les finances publiques de l'Algérie ont été très réactives aux prix du pétrole et du gaz au cours des deux dernières décennies, leur chute entraînant des augmentations du déficit budgétaire. Après avoir enregistré un excédent budgétaire important entre 2000 et 2008, celui-ci s'est transformé en léger déficit budgétaire après la chute des prix du pétrole pendant la récession de 2009, déficit qui s'est creusé après l'effondrement des prix du pétrole en 2014-2015. Les fonds accumulés dans le Fonds de régulation des recettes ont été presque épuisés en 2017, ce qui a coïncidé avec une forte augmentation de la dette publique dans le cadre du programme de financement monétaire de 2017-2019, représentant 32 % du PIB de 2019, et du programme spécial de refinancement de 2021-2022. En 2022, les niveaux de la dette publique ont diminué pour la première fois en dix ans, alors que les prix du pétrole et du gaz ont augmenté et que le déficit budgétaire s'est considérablement réduit.

Automne 2022 : « Estimer l'activité économique à partir des données d'éclairage nocturne »

Les données sur l'éclairage nocturne sont un outil désormais couramment utilisé pour évaluer l'activité économique. Depuis 2012, les données satellitaires sont disponibles quotidiennement et sont accessibles au public sur le site du Groupe d'observation de la Terre. Pour l'Algérie, le lien empirique entre les données d'éclairage nocturne et l'activité économique est fort, autant pour la production pétrolière (géolocalisée par les sites de torchage de gaz), la production gazière, et l'activité hors-hydrocarbures. La forte corrélation entre l'éclairage nocturne et l'activité hors hydrocarbures permet de mobiliser ces données pour estimer le niveau récent de l'activité économique, et de produire des estimations spatialisées, en niveau et en dynamique de l'activité, utiles dans le cadre d'analyses de développement sectoriel ou local.

Automne 2022 : « Estimation des multiplicateurs de la dépense budgétaire en Algérie »

La hausse marquée de la dépense publique en 2022 pose la question de ses effets sur l'activité économique. La propension de la dépense publique à soutenir l'activité économique et à générer de l'activité économique additionnelle est capturée par le multiplicateur de la dépense publique. Une analyse conduite sur les données trimestrielles algériennes depuis 2000 trouve un faible effet multiplicateur de la dépense publique algérienne sur le PIB, notamment causé par l'effet d'une hausse sur la dégradation de la balance commerciale, résultant de son impact sur les importations. L'effet d'entraînement de la dépense sur la consommation privée est observé mais il est limité, tandis que l'analyse trouve un effet plus marqué de la dépense publique sur le secteur de la construction et les services non-marchands semblent.

Printemps 2022 : « L'Algérie profite-t-elle de la montée des prix du gaz? »

Les prix à l'exportation du prix du gaz naturel algérien suivent une dynamique distincte des prix de référence du gaz sur les marchés internationaux. Ainsi, si le prix de référence du gaz Henry Hub a gagné près de 50 % entre le T2 et le T3-2021, le prix à l'exportation du gaz naturel algérien n'a augmenté que de 0,5 % sur la même période. En effet, ces prix sont établis contractuellement, parfois sur le long-terme, et sur la base de négociations bilatérales avec les acheteurs. En outre, un exercice de modélisation économétrique permet d'établir que le prix à l'exportation du gaz naturel algérien est caractérisé par une forte inertie, ainsi qu'un arrimage retardé au prix du pétrole. Le modèle présenté permet d'expliquer 88 % de la variation des prix du gaz naturel exporté.

Printemps 2022 : « L'impact des facteurs macroéconomiques sur l'inflation en Algérie »

L'inflation est orientée à la hausse en 2021 et 2022, dans le monde comme en Algérie, mais les causes

sous-jacentes varient selon les pays. En Algérie, la hausse des prix qui a débuté en 2021 a été tirée par celle des produits alimentaires. En outre, une modélisation de l'indice des prix à la consommation depuis 2009 permet de déterminer que celui-ci est caractérisé par une forte inertie à court terme mais que la dépréciation du dinar, l'augmentation du prix des produits importés,

la hausse de la dépense publique et la hausse de la monnaie en circulation expliquent plus de 40 % de la variation de l'IPC après 2 ans. En outre, l'importance de ces facteurs varient selon les catégories de biens et services, reflétant notamment l'intensité de l'importation de ces produits et les caractéristiques du marché algérien tant au niveau de la production que de la distribution.

BIBLIOGRAPHIE

Algérie Presse Service

- "Impôts : une plateforme numérique pour le paiement des droits de timbres fiscaux." (8 août 2024). <https://www.aps.dz/economie/174439-im-pots-une-plateforme-numerique-pour-le-paiement-des-droits-de-timbres-fiscaux>
- "Algérie-Italie : signature d'un accord-cadre pour la réalisation d'un projet de production de céréales et de légumineuses à Timimoun." (6 juillet 2024). <https://www.aps.dz/economie/172963>
- "Sonatrach : signature d'un protocole d'entente avec Tosyali Algérie dans le domaine de l'hydrogène vert." (24 juillet 2024). <https://www.aps.dz/economie/173718>
- "Vers la création d'une banque algérienne en Chine." (30 mai 2024). <https://www.aps.dz/economie/171528>
- "Introduction du CPA en Bourse : 28,7 milliards de DA récupérés du circuit parallèle." (16 mai 2024). <https://www.aps.dz/economie/170869>
- "La revalorisation des pensions et allocations de retraite, une reconnaissance par l'État des efforts de ses enfants parmi les travailleurs." (7 mai 2024). <https://www.aps.dz/economie/170505>
- "Accord-cadre avec la société qatarie Baladna pour un projet de production de lait en poudre." (24 avril 2024). <https://www.aps.dz/economie/169932>
- "GIE Monétique : lancement de l'interopérabilité des paiements mobiles au cours de l'année 2024." (10 avril 2024). <https://www.aps.dz/sante-science-technologie/169414>

- "Foncier économique : l'AAPF lance un service en ligne pour le dépôt et la gestion des demandes." (8 février 2024). <https://www.aps.dz/economie/166444>
- "Président de la République : création prochaine du Haut-Commissariat à la numérisation." (6 août 2023). <https://www.aps.dz/sante-science-technologie/159073>

Agence internationale de l'énergie

- IEA (2024). *Gas Market Report, Q2-2024*. <https://www.iea.org/reports/gas-market-report-q2-2024>

Banque d'Algérie

- Banque d'Algérie. (2024). *Rapport annuel 2023 sur l'évolution économique et monétaire*. <https://www.bank-of-algeria.dz/stoodroa/2024/08/Rapport-annuel-2023-Fr.pdf>

Banque mondiale

- Banque mondiale. (2024). *Algérie Rapport de Suivi de la Situation Économique – Investir dans les données pour une croissance diversifiée*. Printemps 2024. <https://documents.worldbank.org/curated/en/099735405212413240>
- Petermann, P., & Aqariden, G. (2024). *Learning from past shocks to scale up disaster and climate*

resilience in Algeria. World Bank Arab Voices. <https://blogs.worldbank.org/en/arabvoices/learning-from-past-shocks-to-scale-up-disaster-and-climate-resilience-in-algeria>

- Desponts, C., & Le Borgne, E. (2023). *Que nous dit l'imagerie satellite sur l'économie algérienne* ? Blogue « Voix Arabes ». <https://blogs.worldbank.org/fr/arabvoices/what-does-satellite-imagery-tell-us-about-algerias-economy>
- World Bank. (2023). *Diagnostic sur la gestion des risques climatiques et de catastrophe en Algérie*. <http://documents.worldbank.org/curated/en/099121023122035477>

- Balasubramanian, C., Baquie, S., & Fuchs, A. (2024). *Climate Risk and Poverty in MENA*. Washington, D.C.: World Bank Group.

Autres

- Commission européenne. (2025). Quarterly report on European gas markets: Volume 17 (issue 4, covering fourth quarter of 2024). DG Energy, Market Observatory for Energy. [4aebee79-01e9-4a06-927e-8dd42fc4f9a8_en](https://energy.ec.europa.eu/4aebee79-01e9-4a06-927e-8dd42fc4f9a8_en)



LA BANQUE MONDIALE

1818 H Street, NW
Washington, DC 20433